

**L'ambassadeur français
délégué interministériel
à la Méditerranée
en viste au **Le Quotidien****

Karim Amellal, ambassadeur délégué interministériel à la Méditerranée était l'hôte hier matin du Quotidien d'Oran. Accompagné du consul général à Oran, Alexis Andres et de Laurent Montillet, attaché de coopération institutionnelle à l'ambassade de France à Alger, il a été reçu par le directeur du journal. Le haut diplomate français s'est prêté à un entretien en s'étalant sur la coopération algéro-française dans divers domaines.



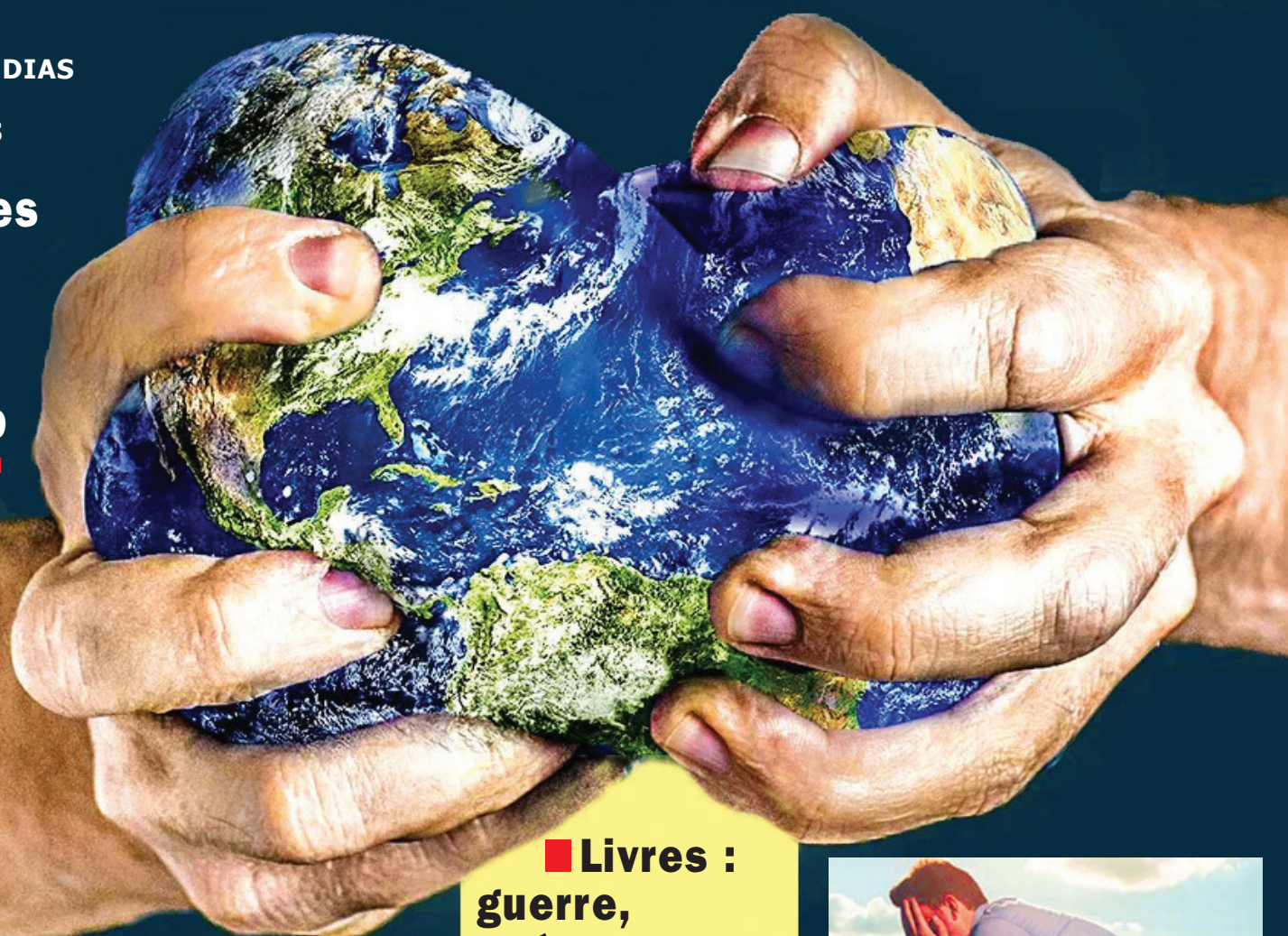
Les crises mondiales et les nouveaux ordres et désordres sociaux

AREZKI DERGUINI

USAGES DES MÉDIAS
ET ÉVOLUTION
DES PRATIQUES
CULTURELLES

**Expériences
citoyennes
et projets
urbains
avec le Web**

MOHAMED BENSALAH



**La question du lait
et dérivés dans le projet
de «souveraineté
alimentaire»**

CHABANE MAHMOUD

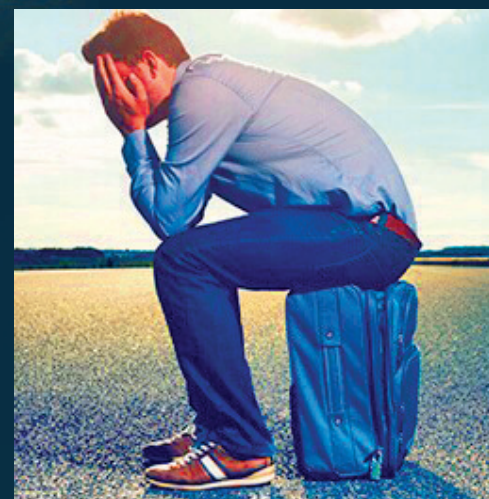


**■ Livres :
guerre,
guéguerres
et paix**

BELKACEM
AHCENE-DJABALLAH

**■ Quand
la bureaucratie
pousse à
l'inaction
et interdit
toute action !**

CHERIF ALI



**■ L'amateurisme
des agences
de voyages**

EL YAZID DIB



Processus de transition démocratique
au MaliL'UE mise sur le rôle
central de l'Algérie

L'envoyée spéciale de l'Union européenne pour le Sahel, Emanuela Claudia Del Re, a lors de sa visite hier, à Alger, mis l'accent sur le rôle central que peut jouer l'Algérie dans la réussite du processus de transition démocratique au Mali. Et ce, compte tenu de sa capacité de dialoguer avec l'ensemble des pays du Sahel, a-t-elle précisé.

M. Aziza

En abordant différents sujets, elle a fait part, autour d'un petit déjeuner avec des journalistes de différents organes de presse à l'hôtel El Aurassi, de ses échanges tenus avec Ramtane Lamamra sur des questions relatives à la stabilité dans la région. Entre autres, la crise alimentaire et ses retombées sur les populations. Mais surtout ses liens avec les flux migratoires. Des échanges qu'elle qualifie de « sérieux » sur différents sujets notamment de l'heure tenus lors d'une réunion importante. Mme Del Re a fait part du souhait de l'UE que l'Algérie joue un rôle plus important dans la région du Sahel. Elle dira que « le rôle de l'Algérie est central notamment du point de vue géographique, c'est carrément un pont entre le Sahel et l'Europe », précise-t-elle. Elle dira que l'UE mise sur le concours de l'Algérie en affirmant que « l'Algérie a une grande expérience, un pays qui a la capacité de dialoguer avec l'ensemble des pays du Sahel, et que c'est un pays capable de développer et faciliter le processus de transition démocratique au Mali ».

La représentante de l'Union européenne a affirmé que « Lamamra était ferme, lors des échanges, en précisant que l'Algérie est toujours pour l'ordre constitutionnel, avec l'adhésion de la CEDEAO ». Et de préciser que Lamamra a critiqué les sanctions économiques des États de l'Afrique de l'Ouest, qualifiées de dures, imposées au Mali, qui ont affecté beaucoup plus la population que le gouvernement. « L'Algérie a un rôle à jouer au Mali du fait qu'elle est convaincue de trouver des solutions concrètes et pragmatiques », dit-elle. Et d'affirmer que l'Algérie a déjà fait des propositions dans ce sens, selon Lamamra. Elle a rappelé que l'UE est un partenaire du Mali ainsi que d'autres pays du Sahel. En s'appuyant ainsi sur le rôle de l'Algérie dans le cadre du dialogue pour transmettre des messages positifs aux Maliens.

L'envoyée spéciale s'est dite pour des solutions qui doivent venir des acteurs de la région, « mais il y a la contribution des pays étrangers et plus particulièrement des pays européens qui sont pour la progression ». Et de souligner qu'on doit travailler ensemble et ce n'est pas un travail facile. « Il y a les problèmes de la pauvreté, l'explosion démographique et la difficulté de trouver du travail aux jeunes ». L'envoyée spéciale de l'UE a exprimé le soutien de son organisation et sa disposition à soutenir davantage « fri-pol » dont le siège est en Algérie.

Pour l'envoyée spéciale de l'UE, la

présence de la Russie au Mali « est une ligne rouge ». En affirmant que le gouvernement malien connaît la position de l'UE sur cette question. « Il a donc nié la présence de Wagner au Mali jusqu'à la dernière minute ».

Elle précise clairement que la présence de Wagner au Mali, alors que l'entreprise privée n'est même pas enregistrée en Russie et qui n'a pas de règles d'engagements « est inacceptable » à ses yeux. Elle a affirmé avoir évoqué devant M. Lamamra que la présence des tiers étrangers peut influencer négativement sur le processus de transition démocratique au Mali. Elle a tenu à affirmer qu'on doit beaucoup faire attention à cette question car « il s'agit d'une question d'équilibre dans le monde, une question de géopolitique ».

La représentante de l'UE a défendu un des membres de l'Union, en l'occurrence la France. Et ce, en affirmant que « la France demeure un géant de développement dans la région du Sahel, et sur le plan militaire, la France s'est beaucoup engagée grâce à ses interventions. Ils ont obtenu des résultats importants en neutralisant des groupes terroristes ».

« Mais, ils ont parallèlement enregistré des pertes, 58 militaires français au Mali et au Sahel, selon le dernier bilan. Ce qui est pesant pour l'opinion publique et le Parlement ». Et de préciser que la France peut prendre des décisions bilatérales mais au niveau de l'Union européenne, « on travaille en famille ». Elle a affirmé que l'UE a réalisé beaucoup de choses, avec le Mali, notamment sur le plan militaire. « Nous avons formé 18.000 soldats maliens, en regrettant le fait que ces soldats n'aient pas les moyens nécessaires pour faire face à la difficulté du terrain ». Elle ouvre une parenthèse pour affirmer que ceux qui sont sur le terrain interviennent alors qu'ils n'ont ni nourriture, ni de l'eau à boire, ni même des kits sanitaires.

« Ils meurent simplement parce qu'ils sont blessés et ne trouvant pas des kits sanitaires de secours ». En matière de développement local, l'UE a fait beaucoup de choses importantes mais cela reste invisible et parfois insuffisant vu les défis, précise-t-elle. L'envoyée spéciale a exprimé, par ailleurs, le soutien de l'UE pour un possible renouvellement du mandat de la mission onusienne et sa mise en œuvre au service de la population malienne. Pour ce qui est de la stabilité sécuritaire au Sahel, elle a affirmé que les efforts du Niger sont énormes « mais il reste très difficile de contrôler les territoires dans le Sahel car la menace est diversifiée, elle n'est pas seulement liée au terrorisme », dit-elle.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Pire que le choc
pétrolier

L'inquiétude monte dans un contexte international marqué par les insuffisances des approvisionnements des pays occidentaux en carburant. Le monde se dirige-t-il tout droit vers un autre choc pétrolier ? C'est pire, prévient le chef de l'Agence internationale de l'Energie (AIE), Fatih Birol. Dans une déclaration, le 31 mai 2022, au site d'information allemand Spiegel, Fatih Birol a mis en garde l'Europe, en particulier, à propos d'une pénurie de carburant qui pourrait se faire sentir, cet été, en raison de sa rareté sur les marchés pétroliers. « Lorsque la saison des vacances commencera en Europe et aux États-Unis, la demande de carburant augmentera. Et en ce moment-là, nous pourrions assister à des pénuries, par exemple de diesel, d'essence ou de kérosène, en particulier en Europe », a déclaré Birol. Ce dernier a également averti, se référant à un rapport dans ce sens, que la crise énergétique actuelle est « beaucoup plus importante » que les chocs pétroliers des années 1970, et qu'elle durera également plus longtemps. Relevant qu'à cette époque (les années 70), il ne s'agissait que de pétrole... Maintenant, nous avons une crise du pétrole et du gaz et une crise de l'électricité en même temps.

Soit une crise énergétique dans toutes ses dimensions. Au mois de mars dernier, l'AIE avait donné l'alerte, appelant à « des mesures immédiates pour réduire la consommation mondiale de pétrole, dans un délai de quelques mois ». Cela veut-il dire que l'Europe ne pourra pas aller au bout de ses menaces visant à décréter un embargo sur le pétrole russe ? Pas dans l'immédiat, comme le reconnaissent franchement les dirigeants européens, même si on tente de mettre l'échec du projet d'embargo sur le pétrole

russe sur le compte d'un refus d'alignement de la Hongrie, alors qu'en réalité tous les pays d'Europe font face à des difficultés insurmontables pour sécuriser leurs approvisionnements en pétrole. Ils n'ont pas de pétrole et aucune idée pour se sortir du pétrin dans lequel se sont fourrés tous les pays de l'Union européenne suite à leur engagement total dans la guerre en Ukraine contre la Russie. Et vers qui on se tourne pour dégager une solution qui leur permettrait de mettre en œuvre leur projet d'embargo sur le pétrole russe ? Vers l'Opep, dont les pays membres les plus influents sont sollicités par les Américains pour ouvrir les vannes et inonder le marché pétrolier, pour réduire la pression sur le marché pétrolier et faire baisser les prix du baril qui prennent les cimes, et donner l'opportunité aux pays européens de s'approvisionner ailleurs que chez leur fournisseur russe. Les pays du Golfe vont-ils céder à la pression des Américains qui les exhortent avec insistance à injecter davantage de pétrole brut sur les marchés, pour compenser la pénurie et réduire les prix ? Jusque-là, on a résisté à ces pressions, objectant que « les prix élevés du pétrole sont causés par la géopolitique, les capacités de raffinage étirées et les taxes plus élevées dans le monde occidental plutôt que par des problèmes d'approvisionnement ».

A la veille de la tenue de la 29^{ème} réunion de l'Opep+, prévue ce jeudi, l'Arabie Saoudite est devenue la Mecque des dirigeants des puissances mondiales, Lavrov y séjourne ce mercredi 1^{er} juin, deux hauts responsables américains l'ont précédé, la semaine dernière et le président américain Joe Biden, avec son équipe envisagent d'y faire une halte après son voyage aux sommets en Allemagne et en Espagne fin-juin.

Plus de 5,8 milliards DA
pour commémorer le 60e anniversaire
de l'Indépendance

Un budget de plus de 5,8 milliards de dinars a été consacré à la célébration du 60e anniversaire de la fête de l'Indépendance, réparti sur 11 secteurs, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (JO) numéro 36.

Selon le décret présidentiel n 22-192, signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 22 mai 2022, « il est ouvert sur 2022, un crédit de 5.877.115.000 DA, applicable au budget de fonction-

nement des ministères et aux chapitres énumérés ».

Ce budget est réparti sur le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger (197.000.000 DA), le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (667.917.000 DA), le ministère des Moudjahidine et des ayants-droit (1.511.869.000 DA), le ministère de l'Éducation nationale (236.736.000 DA), le ministère de l'Ense-

ignement supérieur et de la Recherche scientifique (50.881.000 DA), le ministère de Culture et des Arts (922.000.000 DA), le ministère de la Jeunesse et des Sports (69.716.000 DA), le ministère de la Poste et des Télécommunications (5.000.000 DA), le ministère de la Communication (2.180.332.000 DA), le ministère des Travaux publics (8.983.000 DA) et celui des Transports (26.681.000 DA), selon le décret.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
«Le Quotidien d'Oran»
Alger : imprimerie «Le Quotidien d'Oran»
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Transport maritime des voyageurs 90% des billets du mois de juillet ont été vendus



R. N.

Le directeur commercial de l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV), Karim Bouzenad, a annoncé, hier, lors d'une émission de la Radio nationale Chaîne 1, que la compagnie a ouvert «il y a deux semaines, la vente de billets pour les voyageurs, selon la feuille de route fixée par le Premier ministère, avec une moyenne de six voyages hebdomadaires de et vers le port de Marseille et une traversée par semaine de et vers le port espagnol d'Alicante.

Selon l'intervenant, une grande affluence a été enregistrée via la plateforme numérique de réservation mise en place en raison de l'afflux de voyageurs de la Communauté algérienne résidant en Europe, ainsi que via les Agences de voyages et des Agences commerciales accréditées en France.

Au sujet des plaintes de concitoyens algériens basés à l'étranger, exprimées sur les réseaux sociaux, concernant l'impossibilité pour les membres de la Communauté émigrée d'accomplir les réservations de places, Karim Bouzenad estime qu'il est «normal», après «deux années de suspension des traversées en raison du protocole sanitaire de lutte contre le Covid-19», «qu'aujourd'hui, il y a affluence sur les réservations pour le mois juillet, coïncidant avec le début des vacances d'été en Europe. A cela s'ajoute le désir des immigrés de passer la fête de l'Aïd Al Adha, avec leurs familles en Algérie». L'invité de la radio a également révélé que «90% des billets du mois de juillet ont été vendus», et qu'il est «très difficile de satisfaire» toutes les demandes de réservation pour ce mois, laissant entendre que «des dif-

ficultés similaires auront lieu à la mi-août et début septembre en raison de la reprise de la scolarité en Europe».

L'ENTMV prévoit «d'assurer le transport de 250.000 et 300.000 passagers par an», surtout après le récent renforcement de la flotte maritime avec l'acquisition du navire «Badji Mokhtar», qui permet à la société «d'absorber un déficit antérieur estimé à 1.800 passagers et 600 voitures», explique l'intervenant.

A propos des prix des billets proposés par l'ENTMV, M. Bouzenad estime «qu'ils sont abordables et conformes aux saisons et aux capacités financières des voyageurs». Selon lui, les tarifs se situent à «moins de 260 euros pour des traversées à partir de la France, soit moins de la moitié des tarifs en vigueur annuellement». Le directeur commercial de l'ENTMV a aussi annoncé, au cours de la même émission, que la compagnie prévoit des traversées passagers «dans les meilleures conditions», notamment par «l'aménagement des halls d'accueil, en collaboration avec les services des Douanes et de la Police», faisant référence à une nouvelle décision prise pour la première fois concernant la présence d'équipes maritimes de la Police et des Douanes pour accompagner les passagers dans le but de faciliter les opérations de dédouanement et de contrôle durant la traversée qui dure environ 18 heures, dans le but de permettre d'accélérer la sortie des voyageurs des ports.

Autre détail fourni, hier, par Karim Bouzenad, la compagnie n'imposera aucun protocole sanitaire aux passagers et ne fixera aucun plafond pour les bagages transportés à bord des navires.

Réunion du gouvernement Le foncier économique au menu

A. Zerzouri

Après l'adoption de la loi sur l'investissement, le 19 mai dernier, le gouvernement présentera lors du prochain Conseil des ministres un avant-projet de loi qui vise à réviser et à harmoniser les modalités d'octroi des concessions du foncier économique en vue d'instaurer une transparence et une efficacité dans le traitement des dossiers, un suivi et un accompagnement des investisseurs et partant de l'amélioration du climat d'investissement par la mise en confiance de porteurs de projets. Présenté par le ministre des Finances lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, mardi dernier, présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, cet avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance numéro 08-04 du 01/09/2008 fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation des projets d'investissement, devrait combler les insuffisances et corriger les dysfonctionnements constatés jusque-là dans l'octroi et la gestion du foncier économique, mais aussi à favoriser la transparence et la performance économique à travers l'octroi des concessions du foncier pour la réalisation des projets d'investissement créateurs de richesses et d'emplois, indique un communiqué

des services du Premier ministre. Soulignant dans ce sillage que la principale réforme proposée porte sur la création de quatre agences nationales indépendantes, dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, chargées d'exercer pour le compte de l'Etat les missions d'octroi du foncier économique destiné à l'investissement et du suivi de l'exécution des projets réalisés dans ce cadre.

Selon la même source, le gouvernement a également entendu une communication commune présentée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, président du Comité national du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) et le ministre de la Numérisation et des Statistiques, portant sur l'état d'avancement des préparatifs se rapportant à la réalisation du 6^{ème} RGPH. Annoncé en 2020, puis reporté à 2021 en raison de la situation sanitaire, pour être décalé ensuite au premier semestre 2022, le gouvernement s'est gardé d'avancer, cette fois-ci, une quelconque date pour le lancement du 6^{ème} RGPH, qui constitue «un outil stratégique pour l'élaboration des politiques publiques futures», visant à «changer et améliorer les conditions de vie du citoyen notamment sociales, en définissant les lacunes et les besoins». Mais, on peut déduire à travers la commu-

nication présentée par le ministre de l'Intérieur, qui met en exergue l'achèvement de tous les travaux préparatoires cartographiques ainsi que la solution informatique dédiée à la collecte et la transmission des données en temps réel, que son lancement serait proche. Le communiqué précise dans ce cadre qu'il sera mis à la disposition de l'Office national des statistiques (ONS) des moyens technologiques modernes à même de faciliter la récolte des informations statistiques inhérentes au RGPH et ce, en vue de faciliter l'exploitation des données tout en réduisant les coûts et les délais de collecte et de traitement.

Pour sa part, le ministre des Moudjahidine et des ayants droit a présenté un exposé portant sur l'état d'avancement des préparatifs des festivités commémoratives du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance, qui débiteront dans la soirée du 04 Juillet 2022 et s'étendront jusqu'au 05 Juillet 2023. Rappelons qu'en mai dernier, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit a révélé que c'est une commission ad hoc placée sous l'autorité du Premier ministre qui a été chargée de l'opération de préparation des festivités commémoratives du 60^{ème} anniversaire de la fête de l'Indépendance, une opération à laquelle les autorités suprêmes du pays accordent «un intérêt particulier», devait-il souligner.

Raïna Raïkoum

Par Amine Bouali

Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de transpiration

Le génie est fait de un pour cent d'inspiration et de quatre-vingt-dix-neuf pour cent de transpiration soutenait le prolifique inventeur (on lui doit notamment l'invention de la lampe à incandescence et du phonographe), l'industriel visionnaire et le grand scientifique américain Thomas Edison. (Le génie mais aussi, peut-être, toute forme d'intelligence qui crée et produit, qui essaie de rendre meilleure à chaque fois sa moisson quotidienne.)

On oublie souvent, et à tort, que derrière les réalisations et les conquêtes de l'esprit humain, derrière, par exemple, la majestueuse bibliothèque de l'humanité, derrière chaque œuvre de musique ou de peinture universelles, derrière chaque avancée prodigieuse de la science, il y a le talent, bien sûr, il y a le souffle, mais il y a aussi le travail (au sens noble du terme), il y a la sueur, les larmes, il y a

tend le moins. C'est toujours grâce à leur effort, leur labeur, leur «transpiration» que les rêves des hommes se concrétisent et deviennent réalités, que leurs déserts se transforment en champs de blé, que leur plomb se métamorphose en or. C'est aussi à force de «transpiration» que les espoirs et les attentes se changent en déterminations, que les velléités se muent en actes tangibles et que se construisent nations et civilisations.

Mais il est vrai qu'à l'origine, c'est cette fameuse «inspiration» qui vient chuchoter à l'oreille de celui qui sait écouter, l'idée rare, l'idée magique-parfois exacte, parfois confuse- qui va lui ouvrir la voie royale de la création.

Frontières avec le Maroc Mise en échec de tentatives d'introduction de plus 6 quintaux de kif

Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) ont déjoué des tentatives d'introduction de plus de six quintaux de drogues à travers les frontières avec le Maroc, durant la période du 25 au 31 mai, selon un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 25 au 31 mai 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source, relevant que «dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, à Tébessa et Skikda, trois (03) bombes de confection artisanale».

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^{ème} et 3^{ème} Régions militaires, 3 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 6 quintaux et 36 kilogrammes de kif traité», indique le communiqué du MDN, ajoutant que «26 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 118,5 kilogrammes de la même substance et 41 627 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires».

Par ailleurs, «des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, 183 individus et saisi 19 véhicules, 229 groupes élec-

trogènes, 117 marteaux-piqueurs et des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 4 autres individus ont été appréhendés et 3 fusils de chasse, un (01) pistolet automatique et 36 464 paquets de tabacs ont été saisis à Ouargla, El-Oued, In Amenas et Sétif».

Selon la même source, «les Gardes-frontières ont déjoué avec les services de la Sûreté nationale, des tentatives de contrebande de quantités de carburant s'élevant à 61248 litres à Tamanrasset, Adrar, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras», ajoute le communiqué du MDN, relevant que dans un autre contexte, «les Gardes-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 17 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 324 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national».

Les crises mondiales et les nouveaux ordres et désordres sociaux

Ce que je voudrai essayer de traduire dans ce texte qui restera cependant quelque peu sous-jacent, c'est le point auquel, il me semble, sont parvenus des économistes tels Daru Acemoglu et Dani Rodrik : premièrement, derrière le développement de l'économie de marché se trouvent des arrangements sociaux et deuxièmement, ceux-ci ne sont pas exportables.

Par Derguini Arezki

1ère partie

Il y a ainsi des arrangements sociaux favorables au développement du marché et d'autres qui le contrarient. Il fut un temps où des socialistes européens à la suite de Karl Polanyi opposaient société et société de marché, se refusant de confondre économie de marché et société de marché. Ils entendaient par société de marché, une société qui pousse toujours plus loin la production, le champ d'action du marché, la marchandisation de ses transactions, sans souci des conditions de reproduction des facteurs (du milieu vivant, humain et non humain) que la production humaine ne produit pas, sans souci du caractère foncièrement destructeur de la production, d'une « destruction créatrice » (J. Schumpeter) toujours plus destructrice.

La société devait se défendre du marché, défendre les conditions non marchandes de l'économie, la production capitaliste étant devenue dangereusement destruction de son milieu naturel et social. L'économie devait être « réencastree » dans la nature et la société, mise à sa place et non pas les dominer.

Soit une économie de marché, une production contenue dans les limites de la reproduction de la société et de la planète et non une société n'obéissant qu'à la compétition et à la croissance de la production marchande. Cette notion déclassée aujourd'hui du fait de l'incapacité du marché à absorber la société, n'en a pas moins laissé derrière elle l'inquiétude qui la justifiait. On est désormais simplement inquiet de la trop grande pénétration sélective du marché dans l'ensemble des domaines de la vie. La production fabrique de plus en plus nombreux hybrides (humains augmentés de non humains), mais aussi de plus en plus de destructions et de déchets humains.

LA MORALE ET LE MARCHÉ

Un ouvrage célèbre du philosophe américain MICHAEL J. SANDEL en porte le souci : « Ce que l'argent ne saurait acheter. Les limites morales du marché. » Dans cette problématique, c'est la morale qui prendrait la défense de la société, qui mettrait l'économie à sa place. Cela nous rappelle un vieux débat apparu avec la naissance de l'économie politique : la fable des abeilles de Mandeville « les vices privés font la vertu publique » et la main invisible d'Adam Smith. Mais la morale de SANDEL, à la différence de celle de Smith et de Mandeville, reste à l'extérieur de l'économie. Ses limites sont externes, le problème se déplace alors : il faut s'interroger sur la place et le champ d'action de la morale dans la société et non plus sur la place et le champ d'action du marché. Mais il n'est pas traité.

J'opposerai pour ma part, à titre d'hypothèse, à cette morale extérieure/transcendante, une morale dans l'économie et une économie dans la morale. Il ne faut pas s'étonner, à mes yeux, qu'une morale extérieure aie pour résultat de laisser l'économie sans morale.

L'auteur s'appuie sur un certain nombre d'exemples concrets. Il ne s'interroge pas sur la morale comme il le fait à propos du marché. Voici son exemple emblématique : la crèche israélienne. Celle-ci « a décidé d'appliquer des amendes financières aux parents qui viennent récupérer leur enfant trop tardivement. La conséquence ne s'est pas fait attendre : les retards se

sont multipliés. En effet, les parents ont instrumentalisé la mesure prise par la crèche pour l'ériger en tant que nouveau « service » : en échange d'une compensation financière, l'on pouvait arriver en retard tout en ayant bonne conscience. Le fait de payer l'amende les dédouanait de leur obligation d'arriver à l'heure. » L'auteur enferme la question économique dans des limites morales qu'elle n'a pas : avec l'amende, les parents ne sont plus « obligés » d'arriver à l'heure. Les parents n'ont pas confié leurs enfants à la crèche sur la base d'un contrat moral, la crèche n'est pas la famille dont on a abusé des services et vis-à-vis de laquelle on aurait des problèmes de conscience.

La crèche n'abuse pas de ses employés à la suite de l'abus des parents. Les rapports contractuels entre la crèche, les clients et les employés sont clairs et respectés. Par contre, si la crèche voulait minimiser les heures supplémentaires de ses employés parce qu'elle veut faire respecter des horaires, elle aurait mieux fait de faire « payer » moralement ses clients plutôt que financièrement. Le contrat aurait été autant moral que financier. Mais sinon que diable est allée faire la morale dans cette galère ? Il est vrai que confier ses enfants à d'autres que soi n'est pas toujours une simple affaire économique, mais là n'était pas la question.

Une morale qui a prise sur l'économie et sur laquelle l'économie a prise est interne à la pratique économique. Il n'y a pas morale d'un côté et économie de l'autre, il y a économie moralement acceptable et une morale économiquement acceptable. Car, comment une morale extérieure peut-elle prétendre régenter l'économie sans être totalitaire ? Prétention totalitaire que de vouloir que des principes, le rationnel, puissent subsumer le réel. La morale devrait être une morale de la pratique économique, autrement dit des mœurs économiques et une morale autant ex ante qu'ex post, des valeurs de la pratique économique, même quand elle est inspirée par des principes et des dogmes qui doivent alors être intériorisés. Ce que l'on peut reprocher à une telle approche morale, sans dénier à l'économie politique une dimension morale, c'est son extériorité, son détachement du souci de la reproduction des conditions d'existence de la vie en général. Le social et le naturel, la morale et l'économie sont ici dissociés, par conséquent les « limites planétaires »^[1] de la production et la production de déchets (humains et non humains) sont alors ignorées.

Ce qui est donc recherché, c'est non pas une société dans le marché, dominée par l'économie de marché où, à la suite de Karl Polanyi, on montre que l'extension de la production marchande détruit société et nature, détruit en consommant des facteurs qu'elle ne reproduit pas (capital naturel), sépare les individus en début de parcours en les spécialisant, mais ne les réunit pas en fin de course pour faire société^[2]. Avec le développement de la production marchande, de la division du travail et de la spécialisation, nous dépendons d'un plus en plus grand nombre de personnes qui n'ont nul besoin d'entretenir des rapports de familiarité. Pour beaucoup d'entre eux, les rencontres avec les produits qu'ils vendent sur les marchés qu'ils fréquentent suffisent. Bref, nous dépendons de plus en plus d'étrangers, d'un monde d'une familiarité limitée, sur lesquels nos prises sont incertaines.

Avec la guerre en Ukraine et la « rivalité systémique » déclarée de la Chine par l'Occident, cette indifférence à l'égard des gens avec qui nous échangeons est mise en cause.

On s'abstient, ou on veut s'abstenir, d'échanger avec des gens qui désormais entretiennent avec nous des rapports « inamicaux ». La compétition pour l'hégémonie entre la Chine et les USA, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la crise climatique, ont posé la question de savoir à qui profitent les interdépendances créées par la globalisation et pour quelles conséquences. De voir qu'elles ont profité davantage à la Chine et aux pays émergents fait réagir l'Occident de manière guerrière.

La rivalité systémique et la guerre ont introduit dans les échanges avec les étrangers la différence entre les amis, les ennemis et les autres. Il faut affaiblir celui qui nous combat, porter atteinte à ses ressources. Avec les sanctions économiques, l'économie apparaît pour ce qu'elle est, la servante, la logistique, du militaire.

Les interdépendances étant ce qu'elles sont, il faut ne pas échanger avec le rival pour l'affaiblir et non s'affaiblir. Les sanctions économiques sont des armes à double tranchant. Il ne faut pas acheter à la Russie son gaz et son pétrole, mais il ne faut pas en souffrir plus qu'elle. Les USA qui crie haut et fort que leur ennemi principal est la Chine, envisage de réduire les taxes sur les produits chinois pour éviter que l'inflation ne réduise singulièrement le pouvoir d'achat des Américains au moment précis où la Chine adopte une stratégie sanitaire qui freine les échanges : la santé d'abord, l'économie ensuite dit-elle dans sa compétition idéologique.

En effet, en décidant que la santé doit primer sur l'économie avec une politique zéro Covid, elle réduit ses échanges avec le monde extérieur et contrarie la politique de défense du pouvoir d'achat US. Les USA ne manquent pas d'accuser la Chine de ce comportement inamical. En faveur de qui la balance des rapports de forces va-t-elle pencher ? On pourrait dire qu'une telle politique américaine de lutte contre l'inflation va attiser les oppositions au sein des producteurs chinois qui se soucieraient davantage de leur situation matérielle que de la santé d'une société chinoise vieillissante, à la différence du Parti communiste chinois. Certaines réactions chinoises laissent penser une certaine rigidité, une certaine difficulté à se tourner vers le marché intérieur, des producteurs chinois.

Certains pourraient dire que l'opinion occidentale ne doit pas être déçue, elle veut et doit être dupée. Il n'est donc pas sûr que les sanctions économiques contre la Russie, dans le cours desquelles semble s'inscrire la politique zéro-Covid et l'accentuer, ne se retournent pas contre l'Occident lui-même. À moins que l'Europe réussisse à transformer cette crise en opportunité : elle pourrait obtenir de la société une austérité/sobriété qu'elle ne pourrait pas obtenir autrement pour réaliser la nécessaire, mais douloureuse transition énergétique. En effet, face à la crise climatique, les autorités politiques démocratiques doivent faire face aux « rigidités » des puissants producteurs et consommateurs.

Les sanctions économiques qui ont visé à séparer les sociétés de leurs dirigeants, en leur rendant la vie plus difficile, ont échoué. Les sanctions économiques ont durci le régime iranien, elles ne menacent pas son existence quoiqu'elles puissent affecter ses performances. Elles ont tendance à renforcer le lien entre ses dirigeants et la société engagée.

Car de vouloir punir les dirigeants, le régime, les sanctions punit d'abord la société qui en retour ne se défait pas comme attendu de ses dirigeants. Les sociétés peuvent refuser de répondre aux « incitations » extérieures. Les sanctions peuvent accroître la souffrance des uns et la détermination des autres.

Par ailleurs, les sociétés sous sanctions économiques ne sont plus dupes : les sanctions sont moins conçues pour défaire des autorités despotiques, instaurer la démocratie, que pour soumettre ces mêmes autorités à une volonté extérieure. Il est fort souhaitable que l'Afrique qui s'est abstenue de prendre parti pour les sanctions économiques contre la Russie puisse approfondir sa démarche, profiter du cours des choses pour sortir de la gravitation autour des centres de gravité étrangers. Mais les opportunités arrivent probablement trop tôt.

XXLES ARRANGEMENTS SOCIAUX PRÉCÈDENT LES TRANSACTIONS MARCHANDES

Dans son livre « ce que l'argent ne saurait acheter », le philosophe américain déplore l'absence dans la vie politique de débat qui puisse examiner sérieusement le rôle et le champ d'action du marché. Le rôle du marché est d'effectuer des transactions monétaires. Tant que les transactions peuvent régler les différences de potentiel à la base des échanges (ex. j'ai du temps et pas d'argent, il a de l'argent et pas de temps), le marché est dans sa fonction. Une structure des échanges permet d'établir des rapports sociaux pacifiés, une structure sociale. Tolérer certains échanges, c'est tolérer certains rapports sociaux, une certaine division du travail. Le marché est le visiteur du soir, il arrive quand la société est prête à concéder un rapport social, une transaction. Quand un ennemi est défait et doit accepter un traité, par exemple. Ainsi le gouvernement indépendant d'Haïti qui a dû indemniser les anciens propriétaires d'esclaves des pertes qu'ils ont subies après que les esclaves se soient libérés. Les esclaves devaient racheter leur liberté et ne pouvaient pas réclamer des dédommagements pour leur mise en esclavage. Celui qui ne pouvait nourrir sa famille, autre exemple, pouvait confier un de ses enfants à autrui pour sauver sa vie et celle de son enfant ; ou autre exemple, partir en guerre contre le riche pour lui arracher une partie ou le tout de ses réserves. Une société, comme la société « segmentaire », qui ne pouvait tolérer qu'un individu soit exproprié de sa terre, son moyen de subsistance, et transformé en prolétaire, n'acceptera pas que la terre soit une marchandise. On ne peut pas, à proprement parler, parler de valeurs marchandes, mais de valeurs non marchandes qui rendent possible un échange marchand. Une société qui accepte qu'un individu soit séparé de ses conditions de subsistance (ne puisse pas subsister de par lui-même), mais refuse qu'il puisse disposer d'un autre individu, autrement que d'une partie de son temps, tolérera le salariat, mais pas l'esclavage.

Qu'une société qui accepte que certains soient propriétaires de moyens de production et d'autres non, qui décide que la règle qui organise leurs rapports soit le contrat entre parties juridiquement égales, ne tolérera pas qu'un individu dispose d'un autre individu autre chose que ce que ce dernier et la société lui accordent. Une société qui institue l'école obligatoire ne permet pas que des parents puissent disposer librement de leurs enfants. Elle interdira le travail des enfants et s'indignera de ce qu'un parent fasse travailler son fils ou sa fille. Des arrangements sociaux précèdent les transactions marchandes. Le marché libre n'est libre d'exécuter que les transactions que les arrangements sociaux permettent. Les sociétés africaines sont instables parce que leurs arrangements sociaux le sont et ne permettent pas aux échanges de former des centres de gravité endogènes.

En vérité ce dont s'indigne SANDEL, c'est le caractère foncièrement esclavagiste de la société américaine, dont l'histoire consiste en un réaménagement permanent de cette société originellement esclavagiste.

Elle s'est érigée contre le féodalisme, sans toucher à son fondement esclavagiste. Dans une telle société qui tolère une division sociale fondamentale entre possédants et non-possédants, où l'individu jouit d'une propriété privée exclusive et de la liberté de disposer de soi, tout finit par se vendre. Tant que la société butera sur cette division fondamentale, son sens de la justice ne pourra que s'indigner moralement, en essayant de se protéger de la destruction par des limites juridiques.

A suivre

*Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

La question du lait et dérivés dans le projet de «souveraineté alimentaire»

Par Chabane Mahmoud*

«La souveraineté alimentaire » ne saurait se limiter aux discours creux sans cesse galvaudés en vœux pieux, déconnectés de la réalité du terrain. Cette nécessité est un droit des populations et des pays qui doivent être en mesure de définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles. Cela veut dire que la « souveraineté alimentaire » doit s'inscrire dans un vaste programme d'éducation au développement auto-centré qui fait référence au contexte algérien et bien évidemment, au choix d'un modèle de consommation qui soit le moins contraignant pour le Trésor public...

Mais pour l'instant, et à ne considérer que la question du lait, ce produit de première nécessité, je dois dire que je suis attristé, comme tant d'autres millions d'Algériens lambda, de compatriotes subissant quotidiennement l'humiliation de l'attente pour l'acquisition du sachet de lait reconstitué dans des conditions d'hygiène qui n'inspirent pas confiance à partir de poudre de lait d'origine inconnue avec en prime des bousculades et des propos souvent vexatoires vociférés par l'épicier du coin. Il faut reconnaître que la position d'interface de celui-ci entre les consommateurs et la faune de prédateurs et autres saprophytes qui vampirisent les subventions des produits de large consommation lui confère un rôle qu'il ne rechignerait pas de s'en passer. D'ailleurs, un certain nombre d'entre eux, faisant fi de leur fonction de service public, abandonnent la vente de lait en sachet subventionné pour proposer à leur clientèle du lait reconstitué longue conservation ou en poudre vendu à un prix prohibitif qui fait grimacer. Aussi, suis-je attristé en ma qualité d'agronome de voir qu'après 60 années d'indépendance, à l'heure où les stratégies au niveau mondial concentrent leur attention sur la production de semi-conducteurs et autres technologies du futur pour renforcer et perpétuer leur domination et sur la prise en charge des défis que posent le bouleversement climatique, pour l'alimentaire c'est déjà acté.

Cela étant dit, il se trouve que le brave peuple algérien gaspille, à son corps défendant, une grosse partie de son temps, de son énergie et de son argent à la recherche du litre de lait indispensable pour accompagner les irremplaçables grains de couscous ou le bout de pain boulanger fait de farine de blé tendre importé souvent... indigeste. Pourquoi se mentir et feindre de cacher le soleil avec un tamis quand on sait que cette situation n'est que la résultante de l'orientation ultralibérale de notre économie mise en œuvre au pas de charge dès le début des années quatre-vingt ?

C'est au titre de cette politique mal inspirée qu'il a été procédé à la dissolution des domaines agricoles socialistes qui exploitaient conformément aux orientations des pouvoirs publics, quelques trois millions d'hectares à haut potentiel agricole et de l'ensemble des coopératives agricoles de services et d'appui à la production agricole essentielle. Ce changement de cap a conduit inéluctablement à l'abandon des pans entiers de notre plan de production nationale orientée dès l'indépendance vers la satisfaction des besoins prioritaires de notre population au profit de spéculateurs mus par le seul souci de se « remplir les poches ».

HOMMAGE ET RECONNAISSANCE PARTICULIÈRE À NOS PAYSANS LABOUREURS

Pour introduire cette modeste contribution, il m'est apparu judicieux de rapporter les propos tenus par des paysans laboureurs conscients de leur rôle d'agents économiques, visiblement excédés par la situation globale plutôt démotivante et démobilisante qui affecte leur moral. À ceux qui voudraient bien se donner la peine de les écouter (chose rarissime de



nos jours), ils diront sans fioritures avec des mots simples pleins de bon sens leur perception de la situation préoccupante que connaît le secteur agricole en général et la filière lait en particulier. Je cite de mémoire :

- nous n'avons que faire de « juniors » (ingénieurs) qui ne savent pas faire la différence entre l'orge et le blé dur et qui répugnent à entrer dans une étable, un poulailler, une écurie, ou à toucher la terre !

- le paysan authentique ne conçoit pas une exploitation sans élevages de poules, lapins, moutons, chèvres, bêtes de somme, bovins..., ces « machines biologiques » à transformer les résidus de récolte et les herbes sauvages en produits consommables, (œufs, lait, viandes) pour améliorer la ration alimentaire, bien recevoir les invités, assurer un complément de revenus, et surtout en fumier pour fertiliser les sols. L'association production végétale et production animale indissociables, constitue le cercle vertueux de maintien de la fertilité des sols et de la sauvegarde des écosystèmes fragiles.

- que les pouvoirs publics nous aident à acquérir du cheptel laitier pour produire du lait pour satisfaire nos besoins propres et ceux de nos voisins immédiats comme l'avaient fait traditionnellement nos parents, à charge pour nous de les nourrir et de les bichonner quitte à les faire paître dans les Z'NIGAS. Pour un paysan, produire son lait est important et rassurant à la fois. S'assurer que sa famille est à l'abri de ce besoin élémentaire vital et se libérer de cette corvée quotidienne, très coûteuse en termes de temps et d'argent, qui le contraint à aller à la recherche d'un hypothétique sachet de lait, pour se consacrer pleinement à l'exploitation le soulage grandement.

Tout est dit ! En une phrase, ces sobres paysans aguerris alors que privés d'écoles par la volonté des colonialistes promoteurs et des exécutants du sinistre code de l'indigénat, ont résumé avec tout le bon sens qui les caractérise des années d'observations, d'expériences et d'actions, qui doivent inspirer, de mon point de vue, tout un chacun et principalement les décideurs, mais aussi et surtout, l'encadrement agricole.

Si j'ai tenu à porter ces propos pleins de bon sens et de sagesse à la connaissance de nos concitoyens, c'est pour rendre un hommage appuyé à ces paysans qui continuent malgré tout ce qu'ils endurent, la pénibilité de la tâche, les aléas naturels auxquels sont exposées leurs cultures, d'exercer et de perpétuer l'un des plus nobles métiers du monde pour nourrir des êtres vivants humains et animaux, tout en préservant les écosystèmes. Comment ne pas leur témoigner de la reconnaissance pour ces paroles qui doivent inspirer les locataires du boulevard Amirouche et autres directeurs des services agricoles, mais pas seulement ?

Partant de là, il est permis d'affirmer et même de soutenir que le règlement définitif de l'approvisionnement en lait de la population relève tout simplement du bon sens. Il suffira que chaque acteur joue pleinement le rôle qui lui est dévolu par le plan national lait qu'il convient d'élaborer et de mettre en œuvre sans tar-

der. Pour ma part, tel ce colibri (petit oiseau d'à peine 2 cm) qui, soucieux d'assumer sa part, s'est mis à l'œuvre pour éteindre un incendie, sans attendre ses voisins, je souhaite soumettre à débat les grandes lignes de ce plan national susceptible, après enrichissement, de constituer le plan d'action opposable à tous les acteurs impliqués et qui s'articulerait autour des mesures essentielles suivantes.

MESURES ORGANISATIONNELLES À PRENDRE DANS LE COURT TERME :

1- L'ONIL doit nécessairement cesser de jouer le rôle de centrale d'achat de la poudre de lait importée pour devenir un véritable organisme de développement de la filière lait missionné par les pouvoirs publics et jouer le rôle de chef d'orchestre dans la mise en œuvre et la réalisation d'un plan national lait. Il aura à ce titre la tâche d'organiser, de coordonner, de créer les synergies nécessaires, de contrôler et animer les actions des différents acteurs économiques, techniques, sociaux, intervenant au titre de ce plan suivant des règles et des procédures transparentes dûment convenues et arrêtées opposables à tous, ainsi que la mise en place d'un système de suivi-évaluation et d'assistance technique assurés par un personnel formé pour prendre en charge les préoccupations des producteurs, propager le progrès technique et éviter tout gaspillage;

2- enclencher les indispensables opérations d'identification, de recensement et d'évaluation des réelles potentialités que recèle notre immense territoire en termes de potentialités génétiques, de production fourragère, de structures d'hébergement des cheptels, de la disposition des paysans à adhérer, des besoins réels des consommateurs en lait et dérivés. Ces opérations sont à mener en priorité pour doter les décideurs de données fiables à même de leur permettre de prendre de bonnes décisions. Faire table rase de « la forêt de chiffres » tripotillés par des agents irresponsables pour servir leurs chefs (caresser dans le sens du poil ?) est une opération déterminante. Il n'est un secret pour personne que les données chiffrées actuelles sont basées sur le déclaratif souvent orienté en fonction de leur usage. Il est de notoriété publique que pour demander un avantage quelconque, une ration en aliments bétail, une subvention, le paysan ne déclare pas les mêmes chiffres aux services des impôts et aux services agricoles ! Difficilement vérifiables par les services décentralisés sur le terrain par faute de moyens, par complaisance, ou tout simplement par insouciance, il faut reconnaître que les dégâts que ces chiffres qui aveuglent plus qu'ils n'aident à la décision sont en grande partie à l'origine de la situation déplorable que connaît le secteur agricole, en général, et la filière lait, en particulier.

3- revoir de toute urgence la gestion de la poudre de lait, importée transitoirement pour suppléer l'insuffisance de la production laitière nationale, de manière à se prémunir des inadmissibles velléités de détournement de la poudre de lait subventionnée pour soulager les bourses des plus défavorisées, de sa destination première pour alimenter le marché libre

de l'informel. Pour mettre fin à toutes les pratiques répréhensibles qui touchent ce produit de base très sensible, il est préconisé d'arrêter la manufacture de lait reconstitué à partir de la poudre de lait et de la livrer conditionnée dans un emballage approprié portant le logo ONIL et l'inscription lait subventionné en paquets pour préparer deux litres de lait chez soi. Mélanger de la poudre de lait et de l'eau pasteurisée est une opération que tout citoyen sait faire. Préparer le « biberon » des Algériens dans des hangars pompeusement appelés mini laiteries, livrés dans de vulgaires sachets en plastique importé polluant l'environnement, c'est, quelque part, infantiliser le peuple. Les avantages qu'offre cette mesure qui relève du bon sens paysan sont incommensurables. A titre indicatif, je donne ci-après les plus importants :

- permettre au citoyen des zones rurales éloigné des centres commerciaux de s'approvisionner en poudre de lait conservable sur une longue durée, comme il le fait déjà pour son café et autres produits, à l'occasion de ses déplacements en ville;

- améliorer sensiblement le pouvoir d'achat de ces habitants des zones dites d'ombre qui achètent actuellement, à défaut de pouvoir se procurer le lait subventionné, du lait en poudre ou UHT importé à des prix prohibitifs (six fois le prix du lait subventionné);

- diviser par au moins dix le nombre de camions qui sillonnent nos routes pour livrer le lait reconstitué, ce qui permettra de diriger cette flotte de camions vers d'autres créneaux, entre autres, la collecte de lait frais et de faire des économies considérables pour soulager le Trésor public. A noter que les collecteurs livreurs de lait perçoivent des subventions pour leur « service » qui n'est pas sans reproches;

- réorienter l'armée de collecteurs livreurs et de laiteries vers la prise en charge de la production nationale de lait frais essentiellement la collecte, la pasteurisation, la transformation et le conditionnement de celui-ci produit localement;

- mettre fin à l'emballage plastique utilisé actuellement pour conditionner le lait reconstitué qui pollue notre environnement et contribuer concrètement à appliquer l'une des principales recommandations des Nations unies. Le conditionnement de la poudre de lait dans un emballage recyclable non cancérigène produit localement générera des économies substantielles en devises et en dinars pour soulager le Trésor public. L'idéal serait de réhabiliter le conditionnement du lait frais dans des bouteilles en verre produites localement, ce qui générerait des emplois et des économies appréciables de devises.

MESURES À METTRE EN ŒUVRE À COURT ET MOYEN TERMES :

1-Promulgation d'une loi portant protection des femelles reproductrices (vaches, chèvres, brebis, chammelles) et sanctionnant sévèrement les abatteurs de cheptel de reproduction. Il est important de rappeler, sans pour autant tomber dans le mimétisme, que sous d'autres cieux, des lois protégeant des loups sont promulguées et appliquées. Alors, pourquoi pas chez nous des lois pour protéger notre capital génétique animal.

2- Dotation des paysans laboureurs réunissant les conditions requises pour accueillir chaque espèce animale, principalement l'eau et le logement des animaux, qui adhèrent aux objectifs du plan lait et qui s'engagent contractuellement à les atteindre, d'un lot de cheptel laitier étudié de façon à permettre aux bénéficiaires d'avoir du lait en continu (alterner les périodes de lactation) et faire fructifier les potentialités dormantes.

3- Mise en place de la formule de financement par le leasing pour doter les paysans en cheptel de production de lait (vaches, chèvres, brebis, chammelles). Le paysan bénéficiaire de cette formule aura à rembourser par le coût femelle qui devra être dirigé vers des pépinières spécialisées créées à cette fin.

Suite en page 6
*Agronome

L'amateurisme des agences de voyages



Par El yazid Dib

L'on ne peut dire de quelqu'un qui a bourlingué de gauche à droite, entre ciel et terre, de campagne en mer, pour qu'il ne puisse émettre loin d'un avis mais un constat sur ces vendeurs de voyages. Désolant, même frustrant frôlant tous les écarts des simples normes du métier de voyages. L'essentiel du professionnalisme peut se déceler, certes dans la possession d'un diplôme qui à son tour donne accès à un agrément. Mais tout cela reste en deçà des exigences cardinales que recommande l'exercice de cette profession. Faire voyager les gens n'est pas uniquement une billetterie ou la fixation d'un rendez-vous consulaire. C'est surtout créer le besoin d'une destination, rendre possible l'existence d'un instant au paradis terrestre.

Avec la pandémie, la fermeture des frontières et après des périodes successives de confinement ; la mobilité de l'algérien s'est transvasée vers ce que l'on appelle « le tourisme national ». A la faveur de qui de nombreuses offres d'hôtellerie, de transport et de programmes variés de visites ont inondé la toile par des pages sponsorisées. L'offre étant parfois à la lire alléchante et le plus souvent emmerdante à la vivre. Le tourment commence dans le bus. Tapage, brouhaha et folklore hybride. Une fiesta roulante. L'agence délègue un « guide » qui fait bel et bien le rôle d'un receveur. Sans nulle formation de pouvoir adapter l'instant à l'humeur de tous les passagers, touristes d'un séjour. Tellement ces agences poussent à tout bout de champ que leur essentialité ne réside que dans le gain qui rend la concurrence sans règle déontologique ni savoir faire. On a beau sortir de Vatel, avoir un pignon puissant, la qualité n'est pas dans la masse des

estivants mais dans le tact et au sein de la bonne communication. Ces agences de voyages banlieusardes d'un algérois donné n'ont plus l'honneur, pour certains du moins de représenter l'étendard national. Ils fabriquent la plus mauvaise image du pays moyennant quelques sous et au nom d'un tourisme que cache mal un misérabilisme criard. La courtoisie dans ce secteur était une marque déposée, sinon une profession dans la proximité des espaces touristiques. Elle glisse lentement vers une insouciance voulue. Ainsi nous sommes loin des standards universels en la matière pratiqués en Turquie, en Égypte au Liban où ailleurs.

Ainsi, si cette aubaine de regain s'avérait énergisante pour un secteur bien endormi dans ses langes, il serait d'un salut public que l'autorité le gérant ait le devoir d'assainir un peu cet essaim d'agences par des contrôles inopinés et l'imposition d'un cahier de charge prenant en compte le projet du citoyen touriste de sa naissance à sa finalisation. Un contrat doit être dressé entre les parties à chaque commande. Des arnaques existent. Des déceptions persistent et dissuadent tout futur rêve d'évasion et de villégiature.

Le contrôle ne devra pas se limiter à la conformité d'un agrément ou à une belle devanture, mais montera dans le bus, comparera l'offre à la réalité. C'est dire qu'être professionnel en tourisme, c'est juste d'être beau intérieurement, intègre sur tous les côtés. Néanmoins, rien ne peut se faire, dans une telle opération sans la symbiose de tous les acteurs. Si l'agence s'astreint à se ressaisir ; il reste très difficile à faire ressaisir le candidat au tourisme dans son savoir-être, sa culture de réaction et son comportement avec l'ensemble. L'on ne sait plus voyager ensemble.

Un agent voyageur ne peut être n'importe qui. Il reste le dépositaire d'une confiance pour un service à rendre selon les ter-

mes d'un contrat détaillé à établir préalable-ment. L'on n'a vu dans ce répertoire hétéroclite que des sigles certes attrayants mais en réalité ne dévoilant que l'anarchie, l'escroquerie et le tic au tac de ceux qui les affichent. Rien du métier de faire aimer aux gens l'escapade, le repos et la béante détente. Il semble qu'un seul souci les concerne. Plus il y a de personnes, plus le bénéfice est conséquent. La quantité aux dépens, évidemment de la qualité, du service et du pouvoir rendre heureux autrui.

Tout cela pourrait s'expliquer par une longue frustration d'une jeunesse déjà servie à l'âge d'écouler de tout ce que leur a-t-on gravé comme tabous et interdits sociaux. C'est que ces week-ends organisés par ces agences offrent plus de liberté et d'extravagance, loin d'une société élevée au rang de censeur. Même certains établissements hôteliers s'arrangent dans la combine en ne demandant plus le lien de parenté pour les hébergés en commun. Parfois ça frise la dépravation publique. Il se peut qu'il existe une certaine indéfinition des valeurs morales entre une jeunesse tout sexe confondus et une tranche d'âge mature pétée de référents que partagent pratiquement toutes les sociétés disons « évoluées ». Un adolescent qui fume ou prononce des insanités devant une personne âgée n'est plus un écart d'éducation, c'est une indécence caractérisée.

Pour ce qui est des lieux hébergement, les hôtels pullulent à la faveur d'un encouragement en termes d'investissement où les avantages fiscaux sont bénéfiques. Le nombre d'étoiles ne signifie rien en fait pour certains. Des foutuitudes d'étoiles qui n'assiegent pas dans les frais de buanderie pour ne pas changer la literie quotidienne ou la lingerie de bain ne sont en fait que des clubs de colonie de vacances pour adolescents. Un regard attentif et correctif est à jeter dans les abysses impénétrables des ces lieux. Il ne doit plus s'agir de petites auberges ou de

simples caravansérails. Toute étoile attribuée doit scintiller tant à la réception que dans la prise en compte des réclamations ou dans la pureté de l'air ambiant les piaules. C'est à travers l'une de mes récentes pérégrinations que l'inspiration de la présente est venue titiller ma rage de dénonciation. Le calvaire du transport en commun est vécu non pas par la longueur du trajet d'Alger vers l'ouest, mais par la débâcle régnant dans le bus et la désillusion fournie par l'organisateur. Le chauffeur qui utilise son portable, le « guide » qui danse et fait chanter les autres, le raï infecté et mal placé ne sont pas à recommander pour les familles ou les gens assagis qui demeurent en quête de quiétude et de tranquillité. A quand des séjours « spécial seniors » ?

Voilà que la destination, pour moi était meilleure que le trajet contrairement à mes habitudes où je préférerais l'inverse. Le « Doriane beach club » d'Ain Temouchent, « une ensemble de baraques » comme voulait le caricaturer son affable propriétaire est devenu une adresse que toutes les agences notamment algéroises s'en délectent au vu de la liberté du mouvement et d'accessibilité financière qu'il offre. Un endroit féérique qui se noie dans le brouhaha tantôt positif tantôt maléfique d'une différence de comportement. Une falaise que l'on a su apprivoiser pour la mettre à portée de main, une esplanade, un aquaparc, une belle piscine, des terrasses sont là agençant la récente néanmoins ancienne légende de ce beau rivage. Une belle aire de plaisance, de loisirs et de haute convivialité. Le maître de céans est là, veillant au p'tit grain, à la moindre plante, à l'infime décoration. En soi, il est une marque déposée du label de son hôtel. Une belle tarte d'anniversaire est venue tempérer l'incompréhension du client que j'étais sur le paradoxe qui fait qu'une bouteille d'eau se cède à 100 dinars alors qu'un café moulu du distributeur est à 30 dinars.

La question du lait et dérivés dans le projet de «souveraineté alimentaire»

Suite de la page 5

4- Mettre en place un contrat liant le paysan à l'Etat (représenté par l'ONIL assisté dans ses missions de suivi sur le terrain par les services décentralisés de l'Etat) fixant les droits et obligations de chaque partie prenante. A titre indicatif, le contrat doit faire obligation :

- au paysan cocontractant de remettre à l'ONIL les croûtes femelles à un âge convenu, de se conformer strictement aux modes de conduite préconisés par les personnels mandatés pour suivre sur le terrain la concrétisation des actions plan lait, de se former aux techniques d'élevage et d'exploitation des soles;

- au représentant de l'Etat d'apporter l'assistance technique et de prodiguer les conseils nécessaires pour une conduite et une gestion optimales du cheptel et des potentialités dormantes que recèle l'exploitation.

5- Dans le cas où le recours à l'importation de femelles reproductrices s'imposerait, ce qui est à priori incontournable dans une première phase pour réparer les dégâts causés à la filière lait par les abattages clandestins et le recours aux solutions de facilité qu'offre l'importation tous azimuts faisant de notre pays un assemblage de produits importés, il est recommandé :

- de ne pas importer des femelles gestantes pour réduire les risques liés aux transports, de les acclimater, d'une part, et, d'autre part, de faire tourner à plein régime le Centre national d'insémination artificielle aidé lui-même par les différentes écoles vétérinaires et pourquoi pas des vétérinaires agréés;

- de cesser d'opter quasi machinalement pour l'importation de races de très grand gabarit très exigeantes en termes de conduites, d'affouragement, d'entretiens et de soins, d'hébergement, et de milieux d'élevage, achetées sur catalogues qui vantent à l'évidence les potentia-

lités de production laitière proches de celles obtenues en laboratoires. Des qualités que nos « experts » ne manquent pas de prendre en compte pour échafauder des plans prévisionnels de production de lait présentés à des décideurs contraints souvent à agir dans l'urgence à la recherche d'une solution pour calmer les esprits en ébullition, comme la panacée. Cette façon de faire a conduit indéniablement à la situation actuelle tournée vers l'importation de la quasi-totalité des intrants, des cheptels et des équipements nécessaires à la production de laits frais et reconstitué au détriment de solutions nationales basées sur l'exploitation rationnelle de nos importantes potentialités jusque-là gaspillées. Il ne faut pas perdre de vue qu'une vache qui sue donne moins de lait et consomme plus d'eau. De ce fait, les conditions climatiques qui caractérisent notre pays constituent indéniablement une contre-indication pour l'importation de cheptels à haut gabarit. Alors, pourquoi s'obstiner à défier la nature en important du cheptel non adapté ?

- de privilégier le mode de conduite prenant en compte les conditions naturelles du milieu (notre pays classé en zone semi-aride et aride faut-il le rappeler), les possibilités d'accueil qu'offrent concrètement les paysans ayant fait le choix d'adhérer au plan national lait, le choix de l'espèce animale (caprin, ovin, bovin camelin...) et la race, pour tirer profit des millions d'unités fourragères que recèlent nos parcours et ZNIGAS, et nos forêts, gaspillées annuellement, et réduire significativement les risques d'incendies.

6- Engager résolument les instituts de recherche, réduits jusque-là à émettre des «fatwas» techniques pour importer des intrants, des aliments pour élevage des cheptels... pour mettre au point des produits de substitution aux importations et des modes de conduite rai-

sonnés et appropriés à chaque type d'élevage. Dixit un professeur en agronomie.

7- Mettre en place les mesures d'accompagnement des producteurs acteurs du plan national lait qui doivent être motivés et confortés dans leur rôle d'acteurs économiques structurés au sein d'un système coopératif d'entraide adapté pour jouer, entre autres, un rôle d'interface entre les producteurs et les services publics.

IDÉES SUR LES SOURCES DE FINANCEMENT DU PLAN NATIONAL LAIT :

Volet devises

Je n'invente rien en disant que les citoyens qui « courent » quotidiennement après le sachet de lait subventionné n'ont pas les moyens d'acheter des bananes dont la présence ostentatoire sur les étals irrite un peu plus et alimente des commentaires qui en disent long sur leur désarroi. Aussi, pour traduire dans les faits ce bon sens paysan, que j'emprunte volontiers, il m'est apparu utile de formuler les propositions suivantes permettant de réaliser d'importantes économies de devises :

- suspendre, voire interdire la coûteuse importation de bananes, fruit exotique qui vient concurrencer des produits locaux même les plus prestigieux (dattes, agrumes...) qui nous vient de très loin;
- arrêter graduellement l'importation des emballages du lait pour les remplacer par les emballages produits localement;
- réorienter le montant déboursé annuellement pour acheter de la banane et de l'emballage à usage unique pour acquérir du cheptel laitier. Volet dinars: réorienter les subventions versées aux différents intervenants vers le financement d'actions inscrites au titre du plan na-

tional lait dont l'amélioration des capacités d'intervention de l'ONIL pour jouer pleinement le rôle que lui confère sa mission d'organisme de développement de la filière lait.

CONCLUSION :

Comme il apparaît à travers la lecture de cette modeste contribution, la litanie de constats que tout chacun connaît est volontairement éludée pour laisser place à la formulation de solutions opérationnelles jugées essentielles pour produire localement dans les délais raisonnables notre lait, qui sous-tendent l'implication et la mobilisation sans faille des instituts et centres de recherche, des écoles et facultés d'agronomie... Le but d'un tel programme est de former et informer les étudiants en agronomie (acheteurs de demain), sur les potentialités réelles que requièrent les agricultures familiales, au Nord comme au Sud, et au droit à la souveraineté alimentaire dans le contexte d'un monde agité et en perpétuel changement. Conscients de ces enjeux, ils seront mieux outillés pour mener des politiques agricoles durables et prometteuses d'avenir qui garantissent des pratiques agricoles et des habitudes de consommation respectueuses des producteurs ainsi que de l'environnement. Ces politiques doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique. C'est là un objectif à atteindre, si toutefois le département en charge des politiques agricoles daigne bien se défaire de son rôle dominant de « centrale d'achat », pour laisser place à plus de réflexion afin d'asseoir d'authentiques politiques agricoles moins dépendantes de l'outre-mer... Tel est mon souhait ! Réaliser l'autosuffisance laitière relève tout simplement du bon sens... paysan !

Chabane Mahmoud

Quand la bureaucratie pousse à l'inaction et interdit toute action !

Je l'ai dit aux hommes d'affaires et aux start-up: la bureaucratie est notre ennemi commun.

Pour le reste, les gens continuent à travailler et à investir, le pays n'est pas à l'arrêt. (Abdelmadjid Tebboune aux journalistes du magazine le Point).



Par Cherif Ali

Partout dans le monde les relations administration-citoyens se caractérisent par des hauts et des bas, mais le plus significatif, c'est la régularité de la courbe : elle ne doit pas traduire un état de mauvaises relations.

Evoquer ces mauvaises relations, cela signifie tout simplement qu'il faut mettre le doigt sur une réalité amère, vécue par le commun des Algériens, difficilement évitable, produit normal de tout appareil bureaucratique : l'administration fonctionne mal, au point où parfois elle dessert plus qu'elle ne sert !

En théorie, elle est supposée être au service de l'intérêt général, soucieuse du respect du droit, n'ayant pour buts que ceux consistant à remplir convenablement les missions qu'on lui assigne, notamment les missions de service public. Dans la réalité, l'administré qui se présente à elle a l'impression d'être livré à son propre sort ou, pis encore, d'être l'intrus qui dérange les responsables «qui n'ont pas que ça à faire», c'est-à-dire se préoccuper de lui et de son devenir. Et, quand quelqu'un daigne enfin l'écouter, il doit, au mieux, administré qu'il est, improviser un bref exposé afin de justifier sa présence dans les couloirs de l'administration.

Dans ce cas précis, il n'est pas à l'abri d'entendre une réponse lui signifiant «de revenir plus tard», l'heure étant, par exemple, «aux préparatifs des élections» ! En réaction, il peste contre l'Etat se trompe de cible : en réalité, c'est à l'administration qu'il a eu affaire et d'où il est reparti bredouille !

Oui, mais posons-nous la question de savoir pourquoi cet administré est reparti bredouille ?

C'est peut-être aussi de sa faute, lui qui ignore tout des procédures administratives en usage, des jours de visite, et qui, peut-être, ignore même tout de la structuration de sa propre commune ?

L'exemple nous est donné par ce candidat-architecte, postulant pour un poste de travail dans sa commune et qui, à la question qui lui a été posée de parler de l'APC, en général, avoua son ignorance et admis qu'il ne connaissait, en fait, que «l'mir» et «le joint-mir» (comprendre le maire et son adjoint).

En revanche, pour les questions concernant sa spécialité, il s'en est plutôt bien tiré, ce qui a amené l'examineur qui voulait, peut-être faire baisser la tension qui régnait dans la salle d'examen, à lui poser cette question-piège : «Quelle est la différence entre le joint-mir et le joint de dilatation (il s'agit d'un procédé technique qui confère à la structure une certaine souplesse) ?».

Le candidat s'étant plongé dans une profonde méditation, il était plus que nécessaire de le réveiller et de lui clarifier toutes ces définitions dont il ignorait non seulement la sémantique mais aussi l'existence !

Ceci dit, on présente, toujours, l'administration comme le bras de l'Etat, mais on ne doit pas perdre de vue que c'est un bras qui dispose, en réalité, d'une autonomie voisine de l'indépendance.

En plus, l'administration c'est la réglemen-



tation appliquée dans toute sa rigueur, l'administré, lui, est censé ne pas ignorer la loi !

Tous les textes juridiques, du plus important à la simple circulaire, sont élaborés, pensés, réfléchis et discutés dans les sphères de l'administration et ne peuvent, conséquemment, échapper aux avis, observations et amendements de celle-ci, avant d'arriver à leur approbation.

Elle reste incontournable et les services publics qu'elle assure, s'ils ont une raison d'être, c'est bien sûr celle consistant, majoritairement, à fournir des prestations aux citoyens. Mais lorsque celles-ci présentent des défaillances, elles deviennent, fatalement, un ensemble de désagréments et surtout d'illusions pour eux. Conséquemment, un mur d'incompréhension s'installe entre l'administration et les administrés et le fossé se creuse davantage, il en est de même de la confiance qui s'effrite.

La contestation s'installe forcément ! On demande le départ des élus, on conteste les walis. On ne veut plus de cette administration fondée sur l'autoritarisme, sur le repli, le clientélisme et où s'entremêlent des notions confuses d'intérêt général, intérêt public, ordre public ou intérêt du service.

L'administration, depuis 1962, continue d'apparaître comme opaque, clientéliste et inhumaine pour les administrés. Elle leur est, de leur point de vue, injuste, contrairement à ceux, une minorité, «qui ont leurs entrées», et qui, par des pratiques condamnables, faut-il le rappeler, arrivent à tous les coups à se faire entendre et à concrétiser leurs demandes, dont certaines sont à la limite de la légalité.

Là, il faut le dire et le dénoncer : qu'un responsable sait qu'il peut en toute impunité défier la règle de droit pour lui supplanter ses propos critères et apporter à ses connaissances «son petit coup de pouce» est tout simplement intolérable, mais malheureusement usité dans l'administration telle qu'elle est pratiquée dans nos contrées d'ici-bas !

Et n'importe quel citoyen peut citer une foultitude d'exemples du genre pour accréditer cette affirmation et justifier son désamour de l'administration. Il va sans dire que cette façon de faire est, heureusement, circonscrite à quelques cas et qu'elle ne concerne pas toute l'administration, encore moins l'ensemble des agents qui y officient.

Mais le danger est là. L'Etat peut décider des projets les plus ambitieux, donner les instruc-

tions les plus louables, signer les textes les plus audacieux et se rendre compte que son appareil d'exécution est atteint de paralysie, de bureaucratie, et ne répond pas aux objectifs assignés.

Le président Abdelmadjid Tebboune avait tenu à dénoncer personnellement des pratiques bureaucratiques «antinationales» qui étaient derrière le blocage de centaines et de centaines de projets pouvant être à l'origine de la création de milliers de postes d'emploi. Un véritable «crime» économique, a-t-il estimé à l'ouverture de la conférence nationale sur la relance industrielle !!!

Que faut-il faire en pareil cas ?

1. décider de déplacer les responsables, en nommer d'autres plus compétents, oui, peut-être ;
2. faire tourner les agents plus ou moins confrontés à ces risques, les permuer, peut constituer une solution ;
3. Se refuser à admettre de telles situations qui concernent peut-être des cas isolés et dire que tout va bien dans le meilleur des mondes, c'est quelque part vouer à l'échec toute volonté de progresser.

Et quand bien même il n'existerait que quelques cas rares, il faut se garder de les qualifier d'insignifiants !

On doit, au contraire, les considérer comme une tumeur qui risque de gangrener, à terme, tout l'appareil administratif.

On ne doit pas amplifier outre mesure le sujet au point de le noyer dans l'immense problématique de la réforme du service public, concept encore à la recherche de sa propre définition et d'en faire un ministère perdu qu'il était dans la «transversalité» dans laquelle on l'a confiné.

La solution, disions-nous, ne doit pas consister dans la création d'un ministère chargé de la réforme du service public, budgétivore, inutile, qui ne servirait qu'à recycler un personnel en panne d'idées.

Rappelons-nous de ce ministère, taillé sur mesure pour Mohamed El Ghazi, qui assurait pourtant sa tutelle sur la Direction générale de la Fonction publique mais qui n'a pas fait montre de la moindre réaction concernant le scandale du «gel de 140 000 postes de travail», qui avait pénalisé tant et tant de demandeurs d'emploi, qui étaient en droit de demander des comptes et d'exiger des sanctions en rapport pour les auteurs !!!

Ceci étant dit, pour le commun des citoyens,

l'administration reste un labyrinthe de ruelles sinueuses, emmêlées, tortueuses, où il ne fait que se heurter à des difficultés d'accueil, au manque d'informations, à la complexité des procédures, à l'inertie des responsables et à l'impéritie des agents

Et, pour couronner le tout, l'abus d'autorité et l'inapplication du droit.

Ce sont des aspects comme ceux-là qui donnent l'image d'une administration mal-aimée, dans toutes ses composantes, qu'elles relèvent des services centraux ou de ceux dits déconcentrés, même si ce n'est pas, bien évidemment, une tare spécifiquement algérienne, car, réellement, quelle est cette société qui peut se vanter d'avoir une administration parfaite ?

Le président de la République excédé par l'inertie de certains responsables n'a eu de cesse d'appeler à mettre un terme à la bureaucratie qui a brisé le rêve des jeunes et les a empêché de concrétiser leurs projets : ils ne seront plus soumis au parcours du combattant pour la création de leurs entreprises ! Le système déclaratif sera désormais adopté. Un fonds sera dédié au financement des start-up.

Dans la foulée des mesures prises, il y a lieu de relever également cette annonce de création «d'une inspection générale» rattachée à la présidence de la république. Cette structure est censée lutter contre la chaîne rouillée et alambiquée des bureaucrates responsables notamment du blocage de la machine économique locale.

Domaine dans lequel intervient avec bonheur le médiateur de la République, Merad Brahim, qui a pu identifier les blocages dont souffrent les entreprises algériennes :

1. Les obstacles entravant les projets d'investissement sont liés aux actes administratifs, les autorisations d'exploitation, les livrets fonciers et permis de construire, les certificats de conformité et les réserves techniques des Ministères.
2. Il faut ajouter les problèmes liés à la viabilisation des zones d'activité, l'accès au foncier, les routes, l'électricité, le gaz et l'eau qui poussent une partie des entrepreneurs à abandonner leurs projets malgré les financements déjà consentis et les équipements acquis.

Et les résultats ne se sont pas fait attendre : Plus de 715 projets d'investissement ont vu le jour ou ont redémarrés !

Plus de 75000 postes d'emplois ont été ouverts !

Usages des médias et évolution des pratiques culturelles

■ Expériences citoyennes et projets urbains avec le Web

Que n'a-t-on écrit ces dernières années sur le sujet ? La littérature scientifique relative à l'intégration des TIC⁽¹⁾ dans l'enseignement est aujourd'hui vaste et diversifiée.

Par Mohamed Bensalah *

C'est que nous pouvons cependant retenir de la consultation d'un nombre croissant de revues à partir de deux descripteurs «Education» et «technologie» c'est que l'influence des technologies est de plus en plus manifeste. Si durant une première phase, le ministère de l'éducation nationale s'est focalisé sur l'acquisition et la généralisation du matériel, très vite cette vision s'est enrichie de l'adoption d'une méthodologie de travail efficace prenant en compte de nouvelles approches de l'acte «enseignement-apprentissage» visant la réalisation des objectifs généraux du système, l'approche par compétences demeurant la référence la plus appropriée avec toutes les implications qui peuvent en résulter. Mais globalement et sans risque de se tromper, il est possible d'affirmer que dès les années 80, ces nouvelles technologies et la révolution numérique ont fondamentalement amélioré la circulation de l'information au sein et hors des entreprises. Avec l'intranet, l'internet, les blogs et les courriels, les liens se sont raffermis et les contacts sont devenus plus fréquents, plus rapides et plus efficaces entre les diverses composantes des services au sein de l'ensemble des entreprises, qu'elles soient à vocation culturelle et/ou économique. Comme nous l'avons précisé dans notre précédente contribution ⁽¹⁻¹⁾, les changements sur le fonctionnement des organisations à caractère pédagogique et sur le système éducatif sont en nette progression. Si les premières expériences de l'informatique scolaire visaient à préparer la «génération numérique» de demain en rendant l'apprenant plus actif et plus autonome, les effets suivants sont allés bien au-delà, grâce aux programmes mis en place et à la volonté explicite affichée d'intégrer rapidement les nouvelles technologies.

Dès le début du secondaire, le rapport au savoir se transforme progressivement. L'apprenant acquiert des notions avec une plus grande facilité et en un temps record. Entre autres initiatives, il prépare ses séquences d'enseignement, réalise ses travaux scolaires avec une certaine autonomie et parfois crée et exploite des logiciels. Ce qui signifie pour lui un gain de temps et d'efforts, ainsi que pour son enseignant qui peut alors développer des logiciels de gestion des ressources humaines et de gestion des plannings (de congés, d'absence, de remplacement, et de gestion prévisionnelle des compétences). L'interactivité (accompagnée d'images, de sons, de textes et de vidéo...) permet de stimuler les capacités innovantes chez l'apprenant et de briser la routine de l'apprentissage classique. Les informations formelles ou informelles, descendantes ou transversales circulant à grande vitesse, vont permettre aux TIC de tenir un rôle essentiel dans l'enseignement. Grâce aux moyens novateurs qu'ils fournissent pour la diffusion des connaissances, mais aussi pour l'exploitation des stratégies d'apprentissage qui favorisent la construction des compétences (accessibilité de l'information, échanges de courriels, consultations de sources documentaires, communication et échange en temps réel via une interactivité permanente), ils ne peuvent qu'être d'un grand apport pour les élèves et les apprentis algériens (2) et pas seulement. Encore faut-il que l'enseignant ait une bonne formation qui lui permette d'avoir une idée de ce qui existe, de ce qui est possible et de ce qui est approprié à l'âge des élèves et au contenu à enseigner.

Sans négliger les dimensions éducatives et culturelles, nous poursuivons nos investigations en poussant plus loin la réflexion sur les structures à caractère économique, social et politique qui ont long-



temps été sceptiques face aux bienfaits de cette révolution en cours. Désormais, durablement installée dans les pays avancés qui ont compris très vite l'importance des enjeux, l'intégration des TIC est accompagnée de moyens novateurs, non seulement pour la diffusion des connaissances intramuros, mais aussi pour l'exploitation de stratégies d'apprentissage, lesquelles favorisent la construction de compétences. Qu'on le veuille ou non, l'introduction des TIC s'impose comme un nouveau paradigme d'enseignement (3).

PRATIQUES ET POLITIQUES D'INNOVATION: VERS DE NOUVEAUX PARADIGMES ?

Les TIC, outil aussi pour l'entreprise, ont un impact certain sur l'action du manager. Elles favorisent la création d'équipe de travail et permettent le rapprochement de compétences et de connaissances. Mais s'il est dit que le recours aux TIC est globalement efficace, certaines résistances à l'intégration sont manifestes. Des déceptions sont apparues rendant pénible toute velléité de développement. Citons, entre autres, les faibles investissements consentis au secteur, l'insuffisance en locaux et en équipements, ce qui provoque irrémédiablement des surcharges des salles de cours et une insuffisance en matériel et outils adéquats et adaptés. Les difficultés d'accès à la documentation spécialisée, ou à tout le moins, actualisée, accentuent le déficit en connaissances et en compétences. D'où, les faibles qualifications des enseignants en matière de logistique. Entre autres difficultés que tout un chacun est à même de constater par lui-même en visitant un établissement d'enseignement, il nous faut enfin signaler les difficultés chez les encadreurs à accepter de changer de méthodes de travail éprouvées depuis de nombreuses années et les complications d'ordre méthodologique. La levée de l'ensemble des obstacles énumérés est d'abord l'affaire des ministères concernés: Education nationale, Formation professionnelle et Enseignement supérieur qui doivent faire le maximum pour sensibiliser d'abord et former ensuite des formateurs de formateurs et des encadreurs pédagogiques.

Premier constat: les TIC ont, d'ores et déjà, bouleversé la communication interne au sein de toutes les entreprises dont la mission essentielle est de favoriser une construction commune du sens entre salariés. Second constat: outil de gestion des ressources humaines et matérielles par excellence, les techniques ont modifié progressivement les formes et supports de circulation de l'information au sein de l'entreprise. Cette dernière qui, traditionnellement limitait ses communications aux notes et rapports écrits, à la parole, via ou non téléphonique, aux affichages et à la publicité, a modifié progressivement ses interrelations en ayant recours aux instruments nouveaux de communication. Même les réunions, conférences et séminaires ont modifié leur look. Le changement est partout perceptible. La moindre panne d'internet ou un simple ralentissement des débits provoquent d'«importants embouteillages» au sein de l'administration publique.

Nous nous proposons aujourd'hui de poursui-

vre et d'approfondir la thématique du changement en tentant de répondre aux multiples interrogations qu'elle ne cesse de susciter, en rapport avec les mouvements de mobilisations sociopolitiques et la transformation du lien social. Commençons par ce qui nous apparaît essentiel: la conceptualisation du changement dans les pratiques communicatives citoyennes. Le rôle primordial joué par les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les changements récents de notre espace vital et dans d'autres contrées du monde, nous incite à plus de circonspections quant aux rapports entre médias et transformation politique et sociale. En effet, ces mouvements renvoient à des réalités et à des contextes sociopolitiques et historiques fort différents mais révèlent toutefois une constante présence de la volonté du changement. D'où l'opportunité de saisir les constances et les ruptures propres à ces phénomènes en matière de mobilisations sociales et politiques afin de mieux appréhender et mieux analyser les facteurs sociopolitiques, économiques, culturels, artistiques, techniques, etc. qui favorisent le changement et les mobilisations citoyennes.

Les entreprises algériennes ne sont guère à l'abri des bouleversements et changements en cours. Elles sont appelées à une certaine vigilance face aux mutations en cours. D'où leur intérêt d'organiser des rencontres et séminaires (4) sur les difficultés des rapports de l'Entreprise économique algérienne face à une communication institutionnelle débridée ou ne répondant plus aux normes de la modernité. Il s'avère urgent aussi de revoir le rôle de l'État et de ses stratégies de développement en ce domaine et de comparer avec les expériences maghrébines dans le domaine de la communication institutionnelle au sein de la société civile. Autres véritables défis que les entreprises affrontent: les systèmes et procédés de communication interne et externe qui doivent être remis en question afin de donner plus de souplesse et être orienté vers plus de coopération, afin de répondre aux exigences de cette nouvelle donne sociétale, désormais virtuelle, qui s'instaure. L'évolution de nos sociétés ces dernières années ayant engendré de grands bouleversements aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud sur le plan culturel, linguistique, social, économique et politique, nous avons pensé, le moment venu, d'accorder une place privilégiée aux médias tous azimuts afin de leur ouvrir de nouvelles perspectives dans ce domaine.

STRATÉGIES RHÉTORIQUES, ARGUMENTATIVES, STYLISTIQUES ET MÉDIATIQUES

Dans un monde où les conditions de prise de parole sont limitées, fixées par un cadre social ou culturel, ou par le pouvoir politique, les stratégies rhétoriques, argumentatives, stylistiques et médiatiques mises en œuvre par les citoyens dans les réseaux sociaux, les forums, les blogs, les SMS pour contourner les normes socioculturelles, sont multiples et variées. Dans nos précédentes contributions, nous avons essayé de montrer comment le fait médiatique est appréhendé selon les modalités de son inscription dans la matérialité discursive, et com-

ment se construisent les marques des prises de positions énonciatives dans un contexte de bouleversement social et politique. En fait, ces évolutions renvoient entre autres, aux processus d'appropriation de divers modes d'expression par les citoyens dans une perspective de changement. Les multiples expressions médiatiques le prouvent aisément. Elles peuvent mettre en relief l'évolution des pratiques sociales, politiques, socioculturelles et artistiques qui peuvent conduire *in fine* à l'émancipation sociale et politique. S'il ne subsiste aucun doute sur les capacités mobilisatrices des TIC quant à la transmission et la rapidité des échanges de l'information entre militants ou citoyens, marquent-elles pour autant une rupture dans la forme et la nature d'un activisme régulier et encadré par les grandes structures militantes reconnues et s'inscrivant dans la continuité de l'organisation idéologique classique ?

Comme nous venons de le voir, les mutations en cours ne sont pas sans conséquences sur leurs stratégies de fonctionnement, leurs pratiques médiatiques, leurs finalités communicationnelles et, partant, sur leurs spécificités linguistiques et sociolinguistiques. Que dire alors de la formation, de l'intégration et de la généralisation des TIC dans la pratique enseignante ? L'intégration des TIC dans le cursus éducatif constitue en soi une innovation pédagogique complexe qui exige des changements selon plusieurs dimensions: habiletés des enseignants, réformes des méthodes traditionnelles et disponibilité d'outils d'enseignement et de matériel pédagogique auxquels on peut ajouter une coopération interuniversitaire indispensable. L'analyse des Technologies de l'Information et de la Communication implique donc de profondes réflexions sur leur(s) définition(s), leurs caractéristiques et leurs principes. Cela dit, l'échange de nouvelles, la mémorisation des données et la transformation des informations en connaissances et valeurs ajoutées, ne peuvent en aucune façon nous protéger des risques d'une communication mal maîtrisée et d'un développement anarchique.

La vigilance est de mise. Nos ministères doivent de toute urgence se mettre au diapason et adopter une vue prospective, comme c'est le cas hors de nos frontières (5). A l'étranger, plusieurs capitales ont, depuis plus de deux décennies, saisi l'importance de l'enjeu d'investir dans cette dynamique et d'accompagner cette révolution numérique. L'exemple de Paris est exemplaire. Avec le programme «Paris Ville Numérique», de multiples initiatives visent à mettre tout le potentiel des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) au service des Parisiens: connexion Internet gratuite dans de nombreux espaces publics municipaux (jardins, bibliothèques...), ouverture des données publiques de la Ville de Paris... Au niveau culturel, Paris a encore lancé un plan de soutien d'envergure, de 1,4 million d'euros, à la transition numérique des salles de cinéma art et essai. Notre stagnation face à la sensibilisation et à la motivation n'a-t-elle pas trop duré ? La conclusion revient à Zohra Remil, l'internaute de Co-Founder CEO @ Abicem. «La révolution digitale est une opportunité unique que l'Algérie se doit de saisir».

*Enseignant retraité (anciennement chargé du Centre Pédagogique Multimédia à l'Ecole Normale Supérieure d'Enseignement Polytechnique d'Oran).

Notes :

(1-1) Ensemble des technologies faisant appel à un support numérique et servant à traiter l'information.

1) Lire notre précédent article (le QO du 26 mai), «Révolution numérique et démocratie culturelle: Le système éducatif face au cyberspace».

2) Constat de l'association algérienne pour le développement de l'enseignement des mathématiques et des TIC (A2DEMTI) qui se bat pour le prouver et le vulgariser.

3) «Médiatisation dans l'enseignement supérieur: vers un nouveau paradigme éducatif ?» Barbot, M.J. Revue ALSIC, Vol. 6, N° 1

4) A l'instar du Département des Sciences de l'Information et de la Communication de l'Université Ibn Badis de Mostaganem

5) La 4G, qui prépare le terrain à la 5G, a profondément changé les conditions des entreprises sur les marchés Business et a conduit à la formation de nouveaux modèles commerciaux et de puissantes entreprises dans le commerce électronique, vidéo mobile et médias sociaux. Changements industriels spectaculaires donc qui ont apporté des avantages économiques et sociaux importants en Afrique. La diffusion du haut débit mobile a eu un impact sur le développement économique.



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



LAKHDAR BENTOBAL.
La Conquête de la Souveraineté.
Récit mémoriel par Dahou Djerbal.
Chihab Editions, Alger 2022, 303
pages, 1750 dinars

Lakhdar Bentobal est un homme resté Lmoudjahid jusqu'à la fin de sa vie. Toujours sur le front, ne mâchant pas ses mots et allant droit au but (même et surtout durant les négociations d'Evian) Le premier tome de ses «confessions» rapportées par Dahou Djerbal ont été une sorte de hors-d'œuvre déjà assez consistant. Le second tome qui raconte, entre autres (car il y a pas mal de «retours en arrière», à l'intérieur du pays avec tout particulièrement des témoignages de compagnons de lutte comme Ali Kafi, Ahmed Belabed et Tahar Bouderbala...) son séjour à l'extérieur du pays, est encore plus percutant en informations sur la vie politique et même quotidienne des combattants et... en révélations qui viennent soit compléter ou confirmer ce qui a été déjà dit ou écrit soit démonter des images trop idylliques du combat et des combattants.

Ainsi, il a mis en lumière les crises et les conflits intérieurs mettant en jeu les divergences quant à la ligne générale à suivre et aux options stratégiques non seulement pour la guerre qui se menait, mais aussi pour le devenir de l'Algérie indépendante. Pour lui, indépendance dans la dépendance ou indépendance totale et

GUERRE, GUEGUERRES ET PAIX

souveraineté de l'Etat algérien, telle était la question et il ne faut pas être grand clerc pour connaître, deviner la réponse fournie.

Ce qui est encore plus intéressant dans cet ouvrage et le «rapporteur» l'a bien rendu, c'est que Lakhdar Bentobal, toujours admiratif du peuple («un peuple exceptionnel» qui, selon ses calculs, a vu 273 morts par jour), a estimé nécessaire (et il l'a fait) et indispensable (pour, assurément, être «plus vrai») de «faire parler» ceux qui étaient sur le terrain, ses compagnons d'armes (voir plus haut) ainsi que ses pairs dans le gouvernement provisoire (et dans les autres institutions). Une confession-vérité (avec des «révélations» parfois croustillantes comme celles concernant le train de vie des cadres politiques et militaires (à l'extérieur) ... certains commandants convoquant en justes noces, deux à trois fois par an.. des officiers circulant à bord de grosses voitures..) qui peut gêner beaucoup, mais qui, en fin de lecture et de compte, remet pas mal de pendules historiques à l'heure... surtout pour comprendre la suite. On en avait bien besoin !

Les Auteurs : Maître de conférences en histoire contemporaine (Université d'Alger). Directeur de la revue «Naqd», depuis 1993. Plusieurs travaux en histoire économique et sociale... Et, Il s'oriente vers le recueil de témoignages d'acteurs de la guerre de Libération nationale -Lakhdar Bentobal (8 janvier 1923-21 août 2010), originaire de Mila, militant de la lutte d'indépendance dès l'âge de 15 ans, membre du PPA dès 1940, membre du Groupe des «22», Chef de la wilaya II, ministre de l'Intérieur du Gpra, un des négociateurs des Accords d'Evian.

Sommaire : Avertissement/ L'affaire Abane Ramdane/ La naissance du Gouvernement provisoire/ Les maquis sous l'état des ratissages / La carte diplomatique / L'ère des crises/ Le vent nouveau / La pourparlers préliminaires / Le temps des négociations /Le cessez-le- feu /Index des noms

Extraits : «En fait, les pays arabes n'ont jamais dépassé ce stade (note : celui de la fourniture seulement des armes légères) dans l'aide qu'ils nous ont apportée et, de plus, c'étaient de vieux stocks laissés par les Anglais et les Allemands. Ils nous livraient des armes périmées» (pp 29-30), «J'ai toujours considéré- et je le dis devant l'histoire- que Abane Ramdane méritait la

mort, et je le maintiens jusqu'à présent. Mais ce que je n'acceptais pas, ni pour Abane, ni pour un autre, c'est que cela pouvait créer un précédent extrêmement grave dont pouvait être victime n'importe quel chef de la Révolution» (L.B, p 51), «Le 19 mars 1962, jour du cessez-le -feu, le contrôleur général aux armées de France Christian de Saint-Salvy, dénombre 263.000 «musulmans» engagés du côté français en Algérie : 60.000 militaires réguliers, 153.000 supplétifs, dont 60.000 harkis et 50.000 notables francophiles» (p 104), «On dit aussi que la révolution a été menée avec le fusil. Cela n'est pas juste non plus. Notre ligne de conduite n'a jamais reposé sur l'usage de la force. Si jamais il y eut usage de la force, c'était celle du caractère et du sacrifice, une pure force morale» (p109), «(1958 avec l'arrivée du régime de De Gaulle) C'est à partir de ce moment qu'a commencé la vraie guerre...». Quand l'état de santé du peuple et de l'ALN décline, faute de trouver les solutions adéquates au problème, la crise éclate au sommet» (L.B, p149), «Il n'y a pas un seul djoundi de la première heure, pas un seul de ceux qui faisaient partie de l'OS ou du PPA, de ceux qui avaient foi toujours en la cause nationale, qui ont rejoint les Français. Ceux qui l'ont fait, étaient d'anciens collaborateurs de la France qui étaient venus au FLN dans l'euphorie des années 1956-1957, ou des gens sans formation politique...» (p154), «Parmi tous les cadres que j'ai connus lors de cette dernière session du CNRA, ceux qui étaient pour l'aboutissement effectif de la guerre sur une perspective révolutionnaire peuvent se compter sur les doigts d'une seule main» (L.B, p 292)

Avis Publiée pour le tome I: Enfin, une approche (universitaire donc assurément scientifique) de l'écriture de l'histoire de la guerre de libération nationale... une écriture algérienne, en ce sens qu'elle va à la rencontre des acteurs algériens, d'abord du Mouvement national ensuite du FLN et de l'ALN. Ici, certes, les «Mémoires» d'un acteur incontournable - personnage central de la guerre, homme d'action, homme de terrain, engagé, habité par la cause, à la vie spartiate - mais un matériau (une sorte de recueil de souvenirs et de «confidences», et selon l'auteur la «traduction la plus fidèle et la plus exacte possible de la pensée et de l'action de S.L Bentobal sans aucune adjonction dans le texte initial, et sans interprétation» (p7, Avertissement)), lequel a été soumis aux

mêmes règles méthodologiques de distance critique appliquées au document écrit. Quant aux contenus (affirmations, précisions, jugements, témoignages, révélations... parfois des «boumbattes» sur les populations, les groupes, les idées et les individus), chacun est libre de les apprécier à sa manière. Quant à l'auteur... il est assez grand et expérimenté pour se défendre contre les éventuelles critiques ou «attaques»... Les autres historiens n'ont qu'à opérer les vérifications et autres recoupements pour confirmer ou infirmer. Morale de l'histoire : Vive la «liberté d'écrire librement l'Histoire»... Tout particulièrement celle qui appartient à tout le peuple algérien. Et en attendant, avec Bentobal !

Tome II: Un ouvrage aussi passionnant que le premier, émaillé de témoignages de combattants, ce qui nous fournit des éléments de connaissance de la lutte sur le terrain...et dans les coulisses. Un langage de vérité souvent dur à accepter, mais bel et bien réel... car disant souvent tout haut ce que beaucoup pens(ai)ent tout bas. Peut-être trop de détails et de digressions... qualité d'une«confession» sincère (sans prendre de gants)

Citations : Il est connu que, quand tout va bien à l'intérieur, il n'y a pas de crise à l'extérieur (L. Bentobal, p 77), «La seule puissance du chef (note : au maquis) était son ascendant moral sur les djounoud. Si nous avions fonctionné avec l'esprit de grade, nous aurions nous aussi des crises internes. C'est le résultat de toute une école politique» (L.B, p 122), «Au départ, nous avons décidé du destin d'un peuple sans le consulter. Il fallait maintenant compter avec un peuple qui était partie prenante du conflit. Nous n'étions plus seuls comme au début. A l'époque, en cas d'échec, nous savions que nous serions considérés, aux yeux de l'histoire, soit comme des criminels soit comme des héros» (L.B, p235), «Comme toujours en politique, ce ne sont pas les bonnes intentions qui décident de la justesse d'une action» (L.B, p 271), «Ben Bella avait, de son côté, beaucoup de qualités. C'était un homme doué mais sans scrupules» (L.B, p278), «(Boudiaf) C'était un Algérien au plein sens du terme, dont le nationalisme était aux dimensions purement algériennes. Pour lui, la force principale était le peuple algérien et les militants révolutionnaires qui lui servaient de cadre» (L.B, p 281), «Le programme de Tripoli avait été adopté à l'unanimité, mais il est resté sans effet, tel un chiffon de papier» (p284).

Voie littorale Arzew-Kristel via Cap Carbon Un énième appel de fonds pour l'achèvement du projet en souffrance

Figurant en tête de sa nomenclature au titre des opérations inachevées, le projet de la voie littorale Arzew-Kristel via Cap Carbon fera l'objet d'une demande d'inscription dans le cadre du LF-2023 de la part de la DTP de wilaya d'Oran, et ce pour sa dernière tranche non réalisée faute de financement.

H.S.

Réaliser plus de deux tiers d'une route, à coups de plusieurs dizaines de milliards, puis geler le projet au nom de l'austérité budgétaire, cela porte un nom : le gaspillage. Le mot n'est pas assez fort dans le cas de la fameuse Corniche-Est, tant la décision de mettre au frigo ce chantier, alors qu'il en était à sa dernière ligne droite, frise l'insensé. Entre-temps, et en attendant une éventuelle prise de conscience - qu'on ne voit pas venir en tout cas - un hypothétique dégel de l'opération, les 14 kilomètres réalisés depuis plus de dix ans, pour une lourde facture de 195 milliards, sont toujours «hors service» et se dégradent à petit feu. Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis la réception de la 1^{ère} tranche du projet sur 9,5 km de cette liaison littorale Arzew-Kristel via Cap Carbon sur 25 km. Qu'en est-il advenu de ce projet dont on louait les mérites à sa genèse ? Quel est le sort de ce projet structurant qui allait «ouvrir des perspectives économiques en termes d'emplois et de services touristiques, développer le littoral-est d'Oran notamment de par son impact sur les zones d'extension touristique (ZET), permettre une seconde liaison entre Arzew en tant que ville, site portuaire et pôle pétrochimique, tout à la fois, et la ville d'Oran avec effet d'entraînement sur les localités côtières intermédiaires dont notamment Cap Carbon et Kristel» ? On a pour le moment, une belle route neuve en corniche mais hors d'usage. Non qu'elle n'ait pas reçu le feu vert de sa mise en service pour telle ou telle réserve technique, mais c'est parce que sa 2^{ème} tranche, le petit tronçon restant pour joindre les deux bouts et boucler la boucle, a vu son marché frappé d'une décision de gel par le gouvernement dans le cadre des mesures de rationalisation des dépenses publiques suite à l'effondrement des cours du pétrole, princi-

pale ressource financière du pays.

UNE ROUTE « GELEE » POUR UN MOTIF QUI NE TIENT PAS LA ROUTE

Pas besoin de sortir de Saint-Cyr pour comprendre que la priorité dans la budgétisation devait être accordée au parachèvement des programmes très avancés en termes de réalisation. Cela n'a pas été toujours le cas, le projet de la voie littorale Arzew-Kristel, doté d'une autorisation de programme (AP) de 300 milliards à la faveur d'un réajustement de l'AP initiale, en est un exemple édifiant. On voudrait bien croire que ce projet figure sur le tableau des priorités et de planification du ministère des TP dont le total des crédits de paiement (CP) et le total des autorisations d'engagement (AE) pour 2021 au titre du chapitre des programmes de type routier sont respectivement de l'ordre de 293 et 169 milliards de DA, mais encore faut-il passer du plan à l'acte, de l'intention à l'action. Pourtant, ce projet rentrant dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance économique (PCSC) 2005-2009 et dont l'étude a été effectuée par le CTTP, a vu sa première tranche sur 9,5 km, elle-même répartie en deux lots, réceptionnée dans les délais impartis, fin 2010, ce qui laissait présager une bonne suite pour le reste de l'opération. Malheureusement, la 2^{ème} tranche, opération centralisée gérée directement par le ministère contrairement à la première qui était décentralisée avec la DTP d'Oran en maître d'ouvrage délégué, restera encre sur papier à ce jour, faisant rapprocher la Corniche oranaise Est davantage du rêve, de l'illusion, que du réel, du tangible, malgré toute la bonne volonté des uns et les gros efforts des autres.

Ceci alors qu'un troisième lot du chantier, long de près 4,5 km, qui part d'où prennent fin les deux premiers, en l'occurrence au point kilométrique PK 09 à hauteur de la

montagne de Cap Carbon, pres-que à mi-parcours du tracé du projet, a lui plutôt traîné le pas et n'en est actuellement qu'à environ 70% taux d'avancement.

Quant au reste, la deuxième tranche de 8,8 km répartie en deux lots de 4,6 et 4,2 km respectivement, c'est la même « chanson » depuis bien belle lurette : «elle est en cours de procédures».

Le littoral Est de la wilaya d'Oran recèle des potentialités importantes en matière de tourisme mais souffre d'enclavement. C'est pour cela que la réalisation de la route Arzew-Kristel via Cap Carbon peut constituer un vaisseau pouvant ouvrir de nouvelles perspectives, notamment dans le domaine du tourisme balnéaire dans la région. Arzew n'est pas uniquement un pôle pétrochimique, mais c'est aussi une ville côtière qui dispose d'atouts non négligeables pour négocier un développement futur dans le secteur du tourisme. Le désenclavement de la côte Nord d'Arzew allant de «Akid Othmane» (ex-Fontaine des Gazelles) jusqu'à Kristel en passant par la «petite côte», «Fontéta», «Djenane Kerroum», est devenu nécessaire pour le développement de la zone d'expansion touristique. Les retombées ne peuvent être que positives sur l'économie locale, l'écotourisme pouvant être le fer de lance du développement local. L'option touristique a poussé d'ailleurs les gestionnaires locaux à l'élargissement de l'ex-chemin de wilaya (déclassé) reliant, sur 9 km, «Fontaine des Gazelles» à «Sidi Moussa». S'étendant sur une bande côtière d'une quarantaine de kilomètres avec une population de 80.000 habitants répartis entre le chef-lieu (67.500 âmes), El Mohgoun, Haï Gourine, Akid Othmane plus des zones éparses, Arzew accuse par ailleurs un déficit patent en matière d'infrastructures touristiques. L'absence d'une route à vocation touristique, à l'image de celle projetée tout au long du littoral entre Arzew et Kristel en passant par Carbon, y est pour beaucoup.

En séjour illégal à Oran

216 Subsahariens rapatriés vers leurs pays

J. Boukraa

216 Subsahariens ont été reconduits vers les frontières de leurs pays d'origine avant-hier selon un communiqué de la protection civile d'Oran. Il s'agit de 143 hommes, 21 femmes et 52 enfants. L'opération a nécessité une coordination entre la Protection civile, la Sûreté nationale, le Croissant rouge algérien, la Direction de l'action sociale, la Direction de la santé et les services de la commune. Depuis novembre dernier, près des 1.800 Subsahariens ont été rapatriés. Le phénomène de la croissance quasi exponentielle des Subsahariens à Oran ne semble pas connaître de fin malgré les multiples opérations de reconduite vers les frontières des pays d'origine de ces individus. Leur nombre semble s'accroître chaque jour malgré la multiplication des opé-

rations de rapatriement. Dans cette lutte quasi permanente contre la présence sur le territoire national de personnes en situation irrégulière, de quelconque nationalité, une opération a ciblé plusieurs quartiers de la wilaya.

Ces migrants, en majorité des femmes et des enfants, vivent de mendicité. L'Algérie avait pris une série de mesures pour le rapatriement des ressortissants nigériens

Il présentait des blessures à la tête et au visage

Découverte d'un corps sans vie au centre-ville

Le corps sans vie d'un homme âgé de 58 ans a été découvert dans un parking au centre-ville.

La victime présentait des blessures au niveau de la tête et du visage. La dépouille a été dépo-

sée à la morgue de l'hôpital d'Oran pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce drame.

J. B.

Complexe régional sportif militaire d'Oran Forte affluence du public aux «portes ouvertes sur le sport militaire»

Les activités du département des sports militaires de l'ANP, les moyens dont il dispose ainsi que les réalisations de l'élite sportive militaire ont été mis en relief mardi à Oran lors de la journée «portes ouvertes sur le sport militaire» organisée à l'initiative du Commandement de la 2^{ème} Région militaire et marquée par une large affluence du public, notamment les jeunes.

Cette manifestation, organisée au complexe régional sportif militaire d'Oran, s'inscrit dans le cadre du plan de communication du Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) visant à informer le public sur les disciplines sportives militaires.

Le colonel Boudali Boumediène, commandant régional de la logistique de la 2^{ème} RM, a affirmé, dans une allocution d'ouverture prononcée au nom du Commandant de la deuxième Région militaire, que l'ANP «a réussi à relever plusieurs défis dans le domaine de la pratique sportive», relevant que cette dernière «constitue un facteur déterminant pour garantir une meilleure préparation physique du militaire et assurer une grande disponibilité opérationnelle». L'intervenant à l'ouverture de la journée «portes ouvertes sur le sport militaire» a rappelé que cette manifestation permet le rapprochement entre les citoyens, particulièrement les jeunes, et l'institution militaire, comme elle permet d'informer les citoyens sur les réalisations de l'ANP dans les différents domaines et le sport militaire,

en particulier, qui a réussi à hisser très haut les couleurs nationales dans les différents rendez-vous et dans toutes les disciplines.

De son côté, le chef du service des sports de la 2^{ème} RM, le lieutenant-colonel Boukhamla Sofiane, a mis en exergue le bilan positif réalisé par le sport militaire dans les différentes disciplines grâce, a-t-il dit, «à la stratégie adoptée par le Haut Commandement de l'ANP visant à redynamiser la pratique sportive au sein de toutes les unités de l'armée». Cette stratégie, a ajouté le lieutenant-colonel Boukhamla, s'articule autour de l'amélioration, le développement et la mise en place des moyens d'exécution des programmes de préparation physique militaire de toutes les composantes des forces armées, de manière à ce qu'elles soient en mesure de mener à bien ses missions. «Considérée comme la pierre angulaire de la stratégie de l'ANP, la pratique sportive demeure le moyen le plus efficace pour assurer une meilleure préparation au combat des unités de l'ANP», a-t-il souligné, ajoutant que ces «portes ouvertes constituent un moyen de communiquer avec toutes les composantes de la société algérienne».

Cette manifestation comprend des expositions sur les moyens mobilisés par l'ANP pour le développement du sport militaire et les différentes disciplines pratiquées dont l'athlétisme, les arts martiaux, l'équitation et la natation, entre autres.

Un individu arrêté et plus de 300 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Suite à l'exploitation des informations, les éléments de la police judiciaire de la 1^{ère} sûreté urbaine ont réussi à mettre la main sur un individu de 36 ans, un chauffeur de taxi pour détention de produits psychotropes. Pas moins de 345 comprimés psychotropes de marque Pregabaline ont été saisis dans le cadre de cette affaire. En effet, les recherches effectuées ont per-

mis aux enquêteurs de procéder à une fouille du véhicule de marque Renault Mégane et ont découvert que les comprimés psychotropes étaient soigneusement dissimulés dans un sac noir et placés dans le moteur derrière la batterie. Les policiers ont récupéré un montant de 3.500 DA provenant de la vente des psychotropes et ont aussi saisi le véhicule qui servait de moyen de transport pour leur commercialisation. Une enquête est en cours.

Une opération coup de poing à Aïn El Turk

6 individus recherchés arrêtés, 23 véhicules et 17 motos contrôlés

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, une opération coup de poing a été menée dans la daïra de Aïn El Turk dans de nombreux quartiers classés comme points noirs et aussi foyers de la criminalité. Un important dispositif sécuritaire a été déployé par la sûreté d'Oran et a mobilisé des effectifs de la police judiciaire, de la voie publique en plus des éléments de la sûreté de daïra de Aïn El Turk avec pour objectif sécuriser les biens et les personnes et lutter contre toute sorte de criminalité. Ainsi, cette opération de grande envergure a permis d'interpeller 77 individus lesquels ont été soumis à un examen de situation. Six d'entre eux recherchés dans des affaires de détention et de com-

mercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées, commercialisation de boissons alcoolisées entre autres ont été arrêtés. Les policiers ont aussi contrôlé 23 véhicules et 17 motos et 8 d'entre elles ont été saisies pour infraction à la réglementation.

Dans ce registre, on saura que cette opération vient en application du plan d'action visant à renforcer la sécurité urbaine et suburbaine mis en place par les services de la police. Les initiateurs de cette action ont visé les points noirs répartis à travers l'ensemble des localités et notamment la commune balnéaire de Aïn El Turk, une des destinations les plus prisées par les visiteurs notamment en cette saison estivale.

K. Assia

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Benjilali Belahwel, 68 ans, Hassi Bounif
Boujil Lakhdar, 64 ans, Plateau
Belkhair Mohamed, 67 ans, Victor Hugo
Sebar Aïcha, 91 ans, Senia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 dhou el qida 1443

El Fedjr
04h03

Dohr
13h01

Assar
16h50

Maghreb
20h17

Icha
21h54



TLEMCCEN

Des mesures pour la collecte des déchets

Gouverner c'est prévoir. La wilaya de Tlemcen a ouvert une cellule de suivi et de soutien, rattachée au cabinet du wali, en vue de s'enquérir de la gestion quotidienne des déchets ménagers et de la propreté du grand Tlemcen (Mansourah, Chetouane et Tlemcen), et pour relever toute insuffisance et saletés dans les voiries et espaces publics de ces grandes agglomérations, durant la prochaine saison estivale.



Khaled Boumediene

Cette louable décision a été prise à l'unanimité lors d'une réunion tenue lundi sous la présidence du secrétaire général de la wilaya, Djamel Menia (représentant du wali), en présence du chef de cabinet du wali, Hacène Louanichi. A l'issue de cette rencontre, le secrétaire général de la wilaya a exhorté les responsables de l'environnement, équipements publics, ressources en eau, urbanisme et habitat, travaux publics, culture, conservation des forêts, office de gestion et de promotion immobilière, centre d'enfouissement technique, parc national, office national d'assainissement et l'agence foncière de Tlemcen ainsi que les chefs des dairas de Mansourah, Chetouane et Tlemcen, à œuvrer au quotidien pour une ville plus propre et plus agréable à vivre et à mobiliser tous les efforts pour améliorer sans cesse la propreté de ces villes et du cadre de vie de

leurs habitants et des visiteurs.

Rappelant les instructions du wali relatives à la préservation de l'environnement et la santé publique et pour anticiper les immondices qui peuvent joncher les trottoirs et places publiques, M. Menia a mis l'accent sur la nécessité d'optimiser la collecte des déchets ménagers par tous les services municipaux, le lancement de campagnes de nettoyage et de ramassage de déchets au niveau des quartiers populaires et l'élimination des dépôts sauvages et des points noirs d'immondices niveau de ces grandes agglomérations, qui s'approprient à commémorer dans quelques semaines le 60e anniversaire de la fête de l'indépendance, le 5 juillet prochain. Il en va de l'image de Tlemcen qui accueillera de nombreux visiteurs en été. A ce titre, il a été décidé de procéder au découpage en 14 secteurs de ces villes du chef-lieu de la wilaya, afin de faciliter la collecte des ordures et déchets par des entreprises pu-

bliques, qui mèneront des actions choc avant le trop-plein.

En outre, il a été recommandé l'installation et la multiplication des poubelles, des bacs et containers à ordures, le lavage et le balayage des rues et espaces publics, le nettoyage après les manifestations culturelles, sportives et festivités, le désherbage des voies, l'enlèvement des tags, graffitis, affiches et affichettes et le nettoyage lors d'intempéries.

Une autre thématique a été discutée lors de cette réunion a porté sur les campagnes de sensibilisation des ménages à mener via les ondes de la Radio locale et l'implication des associations de quartiers, pour le respect des horaires d'enlèvement des ordures ménagères, pour lutter efficacement contre la saleté, qui porte atteinte au cadre de vie et à l'environnement de la ville. A noter que la commune de Tlemcen a été récemment dotée d'un lot d'équipements de collecte et de transport des ordures ménagères.

EL-BAYADH

Course contre la montre pour les chantiers de l'Education

Hadj Mostefaoui

En raison de très forte la pression qui s'exerce sur les établissements scolaires en matière de sureffectif au début de chaque rentrée notamment au niveau des cités de la périphérie, la direction des équipements publics du chef-lieu la wilaya travaille d'arrache pied pour livrer dans les délais prescrits les projets lancés, soit vers la fin du mois d'août prochain. Une série d'établissements scolaires des différents paliers, dont 03 groupes scolaires, deux annexes de CEM et un lycée de 1.000 places connaissent un taux de réalisation appréciable et tout porte à croire, eu égard au rythme actuel avec lequel sont me-

nés les travaux, que ces différentes structures seront au rendez-vous, nous confie le subdivisionnaire des équipements publics de la daïra d'El-Bayadh. Et d'ajouter que deux demi-pensionnats et un dortoir seront achevés dans les délais prescrits. Dans la foulée, notre interlocuteur ajoute que 16 autres salles de classe en extension viendront grossir le lot des réalisations retenues au profit du secteur de l'éducation.

Il s'agit d'une véritable course contre la montre engagée par la subdivision des équipements publics pour assurer un banc à chaque élève le premier jour de la rentrée scolaire 2022/2023. Les chantiers sont ouverts un peu partout à travers différents quartiers à très

forte densité humaine, notamment ceux de la nouvelle ville et des cités fraîchement occupées lors de la dernière remise des clés au début de cette année.

Par ailleurs, en réponse aux préoccupations des associations des quartiers liées à la création d'espaces de loisirs et d'aménagement de terrains pour les activités sportives, la priorité a été donnée par ce secteur à la réalisation d'une série de terrains de sport en gazon synthétique et cette fois-ci, assure-t-on, les jeunes de différentes cités seront comblés par la réalisation et la réception définitive de ces installations sportives, un pari qui sera relevé bien avant la fin de la saison estivale.

SAÏDA

Deux ans de prison pour vol

Les éléments de la sûreté de wilaya de Saïda ont réussi à démanteler une bande de malfaiteurs spécialisés dans le vol, constituée de trois membres dont un mineur, a-t-on appris de ce corps de sécurité.

La même source a indiqué que cette opération a été effectuée au début de la semaine lors d'une ronde effectuée par les éléments de la police au quartier "El Mahatta" (La gare) de la ville de Saïda, où leur attention avait été attirée par deux individus en train d'agresser une personne pour lui

subtiliser ses biens. L'un d'eux a été arrêté et l'autre a pris la fuite.

L'enquête menée avec la personne arrêtée a permis de connaître l'identité de deux autres membres de la bande qui ont été arrêtés, a indiqué la même source.

Les personnes arrêtées ont été présentées lundi devant le procureur de la République adjoint près le tribunal de Saïda.

Les deux principaux suspects ont été condamnés à deux ans de prison ferme avec une amende de 200.000 DA et un mis en cause a été remis en liberté.

CHLEF

Le musée Abdelmadjid Meziane rouvre ses portes

Le musée national public "Abdelmadjid Meziane" de Chlef a rouvert ses portes au public, jeudi dernier, après une période de fermeture due à des travaux de réaménagement des salles d'exposition des pièces archéologiques, a-t-on appris, mardi, auprès de cet établissement culturel.

L'établissement a rouvert ses portes, suite à des travaux de réaménagement des salles d'exposition des pièces archéologiques, en vue de permettre au public de s'informer sur les différentes civilisations qui se sont succédées dans la région, ainsi que sur les antiquités et pièces de monnaies dont il dispose, a indiqué à l'APS le directeur local de la culture et des arts, Djamel Hasnaoui.

Ce responsable a souligné que le secteur vise à ancrer la culture muséale au sein de la société et attirer le plus grand nombre de visiteurs possible, indiquant que le musée national public "Abdelmadjid Meziane" ouvre quotidiennement ses portes au public de 9h à 16h pour des visites gratuites.

De nombreux employés sont mobilisés au niveau de cet établissement pour orienter les visiteurs et leur fournir toutes les explications relatives à chaque période de

l'Histoire ou pièce archéologique exposée, a-t-il ajouté.

A noter que les salles d'exposition de cet établissement ont bénéficié, dernièrement, d'une opération de réaménagement en vue de leur mise à niveau avec les normes internationales en vigueur en la matière, visant notamment à simplifier les parcours d'exposition pour les visiteurs et la préservation des pièces.

La responsable du département de recherche au niveau du musée, Kheira Heddar, a fait part, à ce titre, de l'enrichissement des parcours d'exposition permettant aux visiteurs de voyager de la préhistoire, à l'époque romaine, à la civilisation islamique et à l'ère contemporaine, par l'introduction de nouveaux thèmes relatifs à l'ethnographie, aux traditions populaires, les matériaux de construction et le matériel agricole, ainsi que de pièces découvertes sur le site romain de "Sekassik", découvert en 2018.

La responsable qui s'est félicitée de l'affluence "considérable" des visiteurs au musée "Abdelmadjid Meziane", a invité tous les citoyens à y venir découvrir l'Histoire de la région de Chlef.

TINDOUF

Les exportations vers la Mauritanie en nette hausse

Au moins 165 déclarations douanières ont été établies durant le premier trimestre de 2022 à travers le poste frontalier terrestre algéro-mauritanien "Mustapha Benboulaïd", enregistrant une hausse de plus de 50% par rapport à la même période de l'année 2021, a révélé lundi l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya de Tindouf.

Les déclarations douanières ont suivi une courbe ascendante durant les deux dernières années passant ainsi de 34 déclarations en 2020 à 280 déclarations en 2021, à la faveur d'une reprise de l'activité économique avec le recul de la pandémie de Covid-19.

Il a été également relevé une hausse du volume des marchandises exportées en 2021 via le poste frontalier "Mustapha Benboulaïd", comparativement à l'année 2020, grimpant de 4.000 tonnes à plus de 18.000 tonnes, soit quatre fois plus, a fait savoir le responsable de l'inspection division-

naire des Douanes de Tindouf, Abdenasser Chettati, en signalant l'exportation, rien qu'au 1er trimestre de 2022, de 7.781 tonnes de biens divers. Au plan des recettes des exportations, les services douaniers ont relevé une hausse entre 2020 et 2021, évoluant de 701 millions DA à plus de 4,1 milliard DA, a poursuivi le même responsable qui fait état pour le 1er trimestre de 2022 de près de 860 millions DA de recettes d'exportations.

La nature des produits exportés via le poste frontalier en question, qui a été inauguré en août 2018, sont divers, avec notamment 41% de produits alimentaires, 27% de dattes, 20% de matériaux de construction, 9% de produits en plastiques et 2% de ciment gris, d'après le bilan douanier.

S'agissant des importations via le même poste, elles n'ont pas dépassé, depuis son ouverture, les cinq (5) opérations, constituées notamment de poissons avec près de 45.000 tonnes.

Ouragan Agatha: 11 morts et 33 disparus au Mexique

L'ouragan Agatha, rétrogradé mardi en tempête tropicale, a fait 11 morts et au moins 33 disparus sur des hauteurs des côtes de l'Etat d'Oaxaca dans le sud du Mexique, victimes des fortes pluies consécutives, a annoncé le gouvernement local. «Il y a 33 disparus et 11 morts, essentiellement sur des hauteurs de la zone côtière», a indiqué le gouverneur d'Oaxaca, Alejandro Murat, dans un appel vidéo retransmis pendant la conférence de presse quotidienne de la présidence. Un précédent bilan faisait état de dix morts et une vingtaine de disparus.

«Lorsqu'Agatha a touché terre, la journée s'est terminée sans perte de vie, mais les fortes pluies qui se sont abattues tôt mardi matin ont fait sortir les rivières de leur lit et provoqué des glissements de terrain», avait-il expliqué auparavant à la presse. Le phénomène, premier ouragan de la saison



sur la côte Pacifique du Mexique, a touché terre en tant qu'ouragan de catégorie 2 sur l'échelle de Saffir-Simpson (qui en compte 5) lundi après-midi, à l'ouest de Puerto Angel, une bourgade côtière d'environ 2.500 habitants dans l'Etat d'Oaxaca.

Le Centre national des ouragans des Etats-Unis (NHC) avait précisé lundi que c'était «l'ouragan le plus violent» jamais enregistré sur la côte Pacifique du Mexique au mois de mai depuis 1949. Agatha se dé-

place mardi vers le sud de l'Etat de Veracruz (est), qui borde le Golfe du Mexique, provoquant des pluies torrentielles dans cette région et le sud du pays.

Quelque 5.240 touristes ont été identifiés dans la zone à risques, entre les stations balnéaires de Puerto Escondido ou Huatulco, d'après les autorités locales.

Le Mexique est frappé chaque année par des cyclones tropicaux sur ses côtes Pacifique et Atlantique, généralement entre mai et novembre.

Covid en Chine

Shanghai reprend vie, après deux mois de confinement

Shanghai a levé mercredi les plus importantes restrictions anti-Covid imposées depuis deux mois à ses 25 millions d'habitants, un pas supplémentaire vers une levée du confinement qui exaspère la population et étouffe l'économie.

Plusieurs mesures avaient déjà été assouplies ces derniers jours à la faveur d'une forte diminution du nombre de cas positifs. Mais la population ne pouvait généralement sortir, au mieux, que pour quelques heures par jour, et à condition d'être dans un quartier sans aucun cas. Mercredi matin, des Shanghaiens reprenaient le chemin du travail, tandis

que certains magasins se préparaient à ouvrir. Le métro et les transports en commun fonctionnaient de nouveau, a constaté l'AFP.

«C'est le moment que nous attendions depuis longtemps», s'est félicitée la mairie de Shanghai sur les réseaux sociaux. Les autorités ont toutefois averti que le retour à la normale n'était pas pour tout de suite.

Centres commerciaux, supérettes, pharmacies et salons de beauté ne peuvent fonctionner qu'à 75% de leur capacité.

Les salles de sport et cinémas resteront pour leur part fermés et la réouverture des établissements scolaires se fera au cas par cas.

Mardi, d'imposantes clôtures jaunes qui empêchaient depuis deux mois les habitants de quitter leur résidence ont été abaissées.

Pendant que des ouvriers s'affairaient au démontage des fortifications anti-Covid, des badauds, masqués, profitaient de leurs premiers pas de liberté.

La célèbre artère historique du Bund, en bordure du fleuve Huangpu qui traverse la ville, a repris vie avec des habitants impatients de se prendre en photo. La mise sous cloche de la plus grande ville de Chine a été un coup de massue pour les Shanghaiens.

cisé les autorités à l'AFP dans un communiqué.

«Transportée en hélicoptère vers l'hôpital avec de nombreuses blessures sur le haut de son corps et son visage», elle a subi plusieurs opérations et est sortie lundi du coma, «bien consciente de ce qui lui est arrivé», selon son oncle Alex Mantsevich, qui a créé une cagnotte en ligne sur le site de financement participatif GoFundMe. La petite fille était dans un état stable mardi, d'après la police.

L'appel de son oncle à une aide financière, pour les frais de santé notamment, est accompagné de photos de la jeune fille sur son lit d'hôpital, le visage constellé de larges plaies semblables à de graves griffures. Depuis 1924, seules 20 personnes ont subi des attaques de pumas dans cet Etat sauvage et montagneux, et deux personnes en sont mortes, note l'agence de protection de la nature de l'Etat de Washington.



Une fille de 9 ans qui faisait du camping dans l'Etat de Washington, au nord-ouest des Etats-Unis, a survécu à une attaque de puma, très rare contre l'homme, a indiqué la poli-

ce locale. Lily Kryzhanivskyy «jouait à cache-cache dans les bois près du campement» samedi matin, avec deux autres enfants, lorsque le puma l'a soudainement attaquée, ont pré-

APPELEMENTS

■ A louer F4, 120 m², 2^{ème}, toutes commodités, Ch.c + climat, cuisine équipée, résidence Hasnaoui + Loue villa R+1, 460 m², 2f, pour école, creche ENSEP Sénia + A V. F2, 42 m² 3^{ème} Glycine Maraval + A V, villa R+2, 2f, la LOFA Tél: 0773.24.62.36

■ Tlemcen : Loue appartement neuf au 2^{ème} étage dans une villa à Bouhanek (près du commissariat) : 3 pièces + cuisine + salle de bain. Tél. 07 79 33 21 59

■ A louer appart F4, 2^{ème} étage, à cité St Hubert, Oran, Bt H3 Tél : 0552.20.68.87

■ A louer un appartement aménagé, F5, situé à l'USTO, cité Bator à proximité de l'Université l'USTO. Pour info appelez : - 0668.67.49.67 pas d'intermédiaire

■ A vendre appartement 3 pièces à Sénia-centre, 2^{ème} étage, acté livret foncier - 0663.94.95.85

■ A vendre ou à louer appart F3-F4 et F5 Top cuisine équipée, chaudière box de voiture, à wilaya, Cité Petit, Millénium 0772.43.37.38 - 0555.89.91.04

■ Oran à louer appart grand stand dans une maison de maître, porte fermée, pas de coupure d'eau (bâche d'eau), composée grand salon, 2 pièces + chambre toutes commodités pour couple avec 1 enfant ou sans - Tél : 0661.21.12.31

■ Vends beau F4, 110 m², ensoleillé situé Front de mer, acté, convient pour habitation, ou sté Nle, privée Mob : 0553.15.16.24 - 0793.98.83.08

■ Oran : à louer F2, Csd, 80 m², entrée indép. Cité résidentielle pour couple sérieux, situé ds 1 villa derrière Morchid - Tél : 0562.53.31.02

Hommage

A toi

Lotfi BEKHECHI..

Ça t'aurait fait

soixante années

Entre aujourd'hui et

lorsque tu es né :

On te disait populaire et passionné

Avide d'échanges vifs et spontanés.

De tout le monde t'étais très aimé,

Des plus jeunes aux plus aînés.

L'amour du football tu m'as asséné,

Partageant matchs au rythme effréné

D'humour et d'ironie tu t'armais

A la vie tu faisais un pied de nez

Savoir-vivre et pudeur t'auront animé

Au cours de ta trop courte destinée.

« Repose en paix ».



■ Loue F4 Maraval, 4^e (3U) - F3 Seddikia, 1^{er} (4U) - F3 Akid Lotfi, 5^e (3U) - F3 Cité Lescure, 10^e (2U) - niveau villa, 1^{er} Senia center (6U) - Villa El Kerma (4U) - AG ABDAL-LAH : 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■ Vends ou échange appartement standing 140 m² à Oran-centre dans une résidence - Tél : 0673.28.51.23

■ Vends appartement F3, 5^e étage situé à Akid Lotfi cité clôturée parking surveillé - tél : 0667.22.17.35

■ Vends appartement 1^{er} étage, 3 chambres, 71 m², 1 rue Adda Benaouda, Plateaux - Tél : 0559.75.57.62

■ A vendre appart F5, 2^e étage, acté, 125,53 m² environ, 16 rue Dr Benzerdjeb, Plateau Oran, très bon état - Tél : 0776.03.46.81

■ Vends F4 à Misserghine, Rdc, superficie 90 m², 2 façades, 3 balcons, vue sur jardin, acté, livret foncier, prix 880 unités - Tél: 0672.76.32.51

VILLAS

■ Location Habitation 1^{er} et 2^{ème} à Maraval + Local 70 m² et montage - 0796.89.76.28

■ Vente des villas différentes superficies (150-200 et 250 m²) finies à Maraval, Belgaid et Misserghine - Tél : 0772.43.37.38 / 0555.89.91.04

■ Vends villa R+1 à El Barki, cité Fellaouen (Oran), coopérative Djebbari superficie 250 m², composée au Rdc salon, cuisine, hammam, wc, hall garage, cour une SDB, cour, au 1^{er} étage, 3 pièces, 1 salon, SDB, wc, hall, terrasse et au-dessus une grande terrasse - Tél : 0795.63.34.70

■ A vendre villa Rdc, 2F, 221 m², actée : El Akid : derrière Meubles almanya - Tél : 0794.36.33.54

■ Vends maison de maître, sur terrain 230 m², bâtis 140 m² avec étage 6P, cuisine, garage + cour 90 m² à Fernand-ville prix 40 U, intermédiaire s'abstenir - Tél : 0772.56.31.84

■ Vds villa actée + L/F, 260 m², 13 m façade commerciale, local 27 m² (avec sanitaires) 4 ch, dont 01 studio, SDB, 2 cui, dont 01 sur balcon, 1 cour, convient pour 02 couples ou construction. Ad : 36 rue des Frères Sam Bouafia Les Castors Oran (près de la mosquée Maghraoua) Tél : 0554.63.64.20

■ ORAN : Vends Villa à Belgaid 160 m² - R+1 - Composée de : 3 chambres + 4 salons et Hammam et un grand garage pour 2 voitures + magasin - Tél : 0554.29.08.40

EMPLOIS

■ Hôtel Khayala recrute femme de ménage et femme de chambre, en urgence, expérience exigée, contactez-moi n° 0560.05.10.01 - T/Fax : 041.65.42.88 - 0560.05.10.00

■ Pizzeria à Oran cherche plaquiste professionnel - 0550.93.51.49

■ Cherche des employées (jeunes femmes, âgées entre 20 et 30 ans) à Maraval, Oran, 2 fois par semaine - 0699.62.30.61

■ Jeune homme 34 ans, cherche emploi, chauffeur ou autre, 10 ans expérience dans fourgon - Tél : 0673.28.51.23

TERRAINS

■ Vends un lot de terrain, une seule façade, superficie 236,76 m² Oujjida Aboutachfine, Tlemcen - 0771.75.20.15

■ A vendre terrain 185 m² Panorama avant Belgaid - 0561.14.15.19

■ A vendre terrain agricole à Menadicia Benfréha, 9 hectares et demi, acté + livret foncier - Tél : 0793.61.99.64

LOCAUX

■ Un magasin à vendre à ville nouvelle (Mdina Jdida), en plein ruelle bijouterie, Oran - 0777.11.60.21

■ On met en vente des locaux commerciaux promotionnels actés situés sur grand boulevard de Belgaid, en face l'Université. Local n° 1 : 28,90 m², local N° 02 : 29,45 m², local N° 3 : 45,50 m², local N° 4 : 71,18 m², local N° 5 : 92 m². Contactez le 0697.42.10.50

DIVERS

■ Oran loue licence de taxi -Tél : 0562.53.31.02

■ Particulier loue licence de café, Oran-ville Tél : 0793.63.65.67

■ Vds piano droit YAMAHA U1, neuf plus piano droit FUCHS & MOUR neuf plus piano YAMAHA demie queue bon état. Tel : 0770 886 325.

■ A vendre machine à café marque CONTI 4 bras + comptoir noir (3 éléments), sous emballage, ancien prix - 0550.25.18.91 - Oran

Famille Oranaise : recherche femme, disponible 24/24 H,
(hébergement convenable prévu).

Qualifiée, très bonne moralité, pour s'occuper d'une dame de 80 ans, nécessitant un suivi de soins et assistance polyvalente.

Domicile: **Quartier St-Hubert - Oran**

Contact: **M. Salem - Tel: 0675.68.76.97**

Vend immeuble

650 m², acté + permis de construire, sur grand boulevard Carteaux, HLM, station centre Oran



Mobile : 0661.62.67.41

Football - Ligue 1 L'O. Médéa face à son destin

Adjal Lahouari

Cette avant-dernière étape n'est pas dénuée de suspense, loin de là. Dans le haut du tableau et même que déjà sacrés, les Belouizdadis voudront poursuivre leur fête à domicile face au NCM. En principe, il n'y a pas photo entre ces deux clubs. Néanmoins, les gars du Nedjm abattent une carte importante et misant sur une ultime victoire face au RCR pour le compte de la 34^e journée. Attention donc à cette équipe qui se trouve dos au mur ! Ce vendredi on aura droit à trois autres rencontres à enjeux. L'USMA qui a repris espoir à présent dans la coupe de la CAF. Et ce projet passe par des victoires, un

domaine où les Usmistes excellent depuis plusieurs semaines, à la grande joie de leurs supporters. En conséquence, la tâche des Médéens à Omar Hamadi s'annonce très ardue. Les coéquipiers de Belaid ne voudront pas gâcher une telle opportunité. Le Hillel Chelghoum Laid tenu d'assurer, définitivement, son maintien accueille le PAC. Compte tenu de la visible démobilisation des Pacistes, le HBCL est capable de rafler la mise. Enfin, à Relizane, où les camouflets se suivent, les Lions de la Mina viseront un baroud d'honneur face à un RCA assuré de poursuivre son parcours en Ligue 1, la saison prochaine. Cependant, les hommes de Kebbi- che voudront confirmer leur

dernier succès à Alger face au NAHD. Il faudra attendre dimanche pour assister aux cinq autres rencontres prévues au programme. Là aussi, l'importance des résultats ne fait pas l'ombre d'un doute. Le match en apparence le plus équilibré se déroulera à Tizi-Ouzou entre une JSK euphorique et un CSC au comportement instable malgré la richesse de l'effectif. Dans ce pronostic, il est tenu compte du « syndrome » du stade du 1^{er} Novembre où les Canaris éprouvent parfois des difficultés. Néanmoins, les partenaires de Bensayah seront favoris. Au stade Zabana, le derby de l'Ouest devrait revenir au MCO, plus motivé et plus complet que le WAT, résigné à son sort depuis belle lurette, alors que la JSS en position de force, devait logiquement dominer le NAHD, sauf si ce dernier, faute d'argent, décide de ne pas faire le déplacement à Béchar. USB-ESS est une affiche pleine de promesses si tout le monde joue le jeu, tandis que les jeunes Chéli- fiens sont capables de surprendre un MCA méconnaissables et très décevant.

Vendredi à 16h45

Alger (20 août): CRB - NCM
Relizane: RCR - RCA
Chleghgoum Laïd: HBCL - PAC
Alger (Bologhine): USMA - OM

Dimanche à 17h00

Chlef: ASO - MCA
Oran (19h00): MCO - WAT
Béchar (19h00): JSS - NAHD
Biskra (19h00): USB - ESS
Tizi-Ouzou (19h00): JSK - CSC

Athlétisme - 800m

Record personnel pour Slimane Moula

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula a établi un nouveau record personnel sur 800 mètres, en bouclant la distance en 1:44.19, lors du Meeting international «Golden Spike» d'Ostrava, disputé mardi en République tchèque. La course a été remportée par le Kenyan Emmanuel Wanyonyi, en 1:44.15, alors que le podium a été complété par le britannique Max Burgin, en 1:44:54. Le 15 mai dernier, Slimane Moula avait réalisé

la deuxième meilleure performance mondiale de l'année sur 800 mètres, en bouclant cette distance en 1:44:72, lors du Meeting international de Montgeron (France). L'Algérien avait remporté cette course devant le Français Benjamin Robert, deuxième en 1:45:19, au moment où un autre Algérien, en l'occurrence Ramzi Abdenouz, avait complété le podium, en 1:45:52. Ce chrono de 1:44:72 constituait déjà un nouveau record personnel

pour Moula, qui en continuant à pousser ses limites, a réussi à l'améliorer de 53 centièmes de seconde, deux semaines plus tard.

L'Algérien s'est qualifié par la même occasion pour les prochains championnats du monde d'athlétisme, prévus du 14 au 25 juillet 2022 à Eugene, aux Etats-Unis. Moula s'est également qualifié pour les Championnats d'Afrique de Saint-Pierre (Ile Maurice), et les Jeux Méditerranéens d'Oran.

Tennis - Roland Garros Nadal bat Novak Djokovic et se hisse en demi



L'Espagnol Rafael Nadal s'est qualifié pour les demi-finales de Roland-Garros en battant le N1 mondial le Serbe Novak Djokovic dans la nuit de mardi à mercredi. Le vainqueur de 13 titres au Grand Chelem parisien et N 5 mondial s'est imposé en quatre sets (6-2, 4-6, 6-2, 7-6) et

4h12 de jeu face au tenant du titre de la dernière édition. «Le plus important pour moi c'est de jouer ici.

C'est le tournoi le plus important de ma carrière (...) Je suis très content», a déclaré le «Matador espagnol» à la fin d'une rencontre passionnante, tout en remerciant le public pour son sou-

tien tout au long de la rencontre. Pour leur 59^eme duel, Novak Djokovic et Rafael Nadal ont encore livré un combat exceptionnel.

L'Espagnol, qui cherche son 14^eme titre à Roland-Garros, défiera Alexander Zverev, tombeur de l'autre espagnol Carlos Alcaraz, en demi-finale.

Equipe nationale La préparation se poursuit à Sidi Moussa



La sélection algérienne de football poursuit sa préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), en prévision du match contre l'Ouganda, samedi au stade du 5-Juillet (20h00), comptant pour la 1^{re} journée (Gr.F) des qualifications de la CAN-2023 en Côte d'Ivoire.

Côté effectif, hormis le gardien Anthony Mandrea (SCO Angers, France), qui était attendu mercredi, tous les autres

joueurs étaient au rendez-vous de la séance de mardi (18h00), notamment Mustapha Zeghba (Damac FC, Arabie Saoudite), Sofiane Bendebeka (Al Fateh SC, Arabie Saoudite) et Ismaël Bennacer (AC Milan, Italie) qui ont rejoint le groupe. La séance d'entraînement a débuté à 18h00 avec le rituel échauffement en jonglerie suivi de quelques ateliers techniques et des oppositions à trois équipes (châubles orange, violet et

vert) bien rythmées. Le coach national, Djamel Belmadi, a organisé un match sur les deux tiers du terrain opposant deux équipes (châubles verts et châubles gris), ce qui lui permettra d'observer de tout près tous les joueurs, en prévision de la rencontre contre l'Ouganda. La séance a pris fin à 20h00, avec une série de tirs au but pour quelques éléments, en l'occurrence Bensbaini, Mandi, Omrani, Bennacer et Belaili.

JM Oran-2022

Plus de 2.000 demandes d'accréditation des organes de presse

Quelques 2.068 demandes d'accréditation dont 472 émanant d'organes de presse étrangers sont parvenues à la commission d'information relevant du comité d'organisation de la 19^e édition des jeux méditerranéens, a annoncé le responsable de la dite commission, Mourad Boutadjine. Intervenant au cours du séminaire organisé par l'Agence Algérie presse service (APS) sur «le rôle des agences de presse régionale

les dans le développement du sport dans la méditerranée», Mourad Boutadjine a indiqué que la liste finale des journalistes appelés à couvrir l'événement, prévu du 25 juin au 5 juillet prochains, sera arrêtée dans les jours à venir.

En attendant, le même responsable s'est réjoui de la forte participation annoncée pour la circonstance, ce qui assure d'ores et déjà une réussite de la couverture médiatique des JM.

Le ministre de la communication, Mohamed Bouslimani, avait assuré, la veille, lors d'une conférence de presse au terme d'une réunion de coordination entre le comité d'organisation local des JM et son homologue internationale, que les services de son département ont accordé toutes les facilités aux médias, aussi bien les nationaux qu'étrangers, pour effectuer leur travail lors des JM dans les meilleures conditions.

Basketball - Tournoi des As Quatre équipes en course pour le titre

Le tournoi des As de la Super-Division de basket-ball, prévu à partir de jeudi à Annaba, regroupera le WO Boufarik, le MC Alger, le NB Staouéli et le CSC Gué de Constantine, invités surprises du rendez-vous d'Annaba. Les choses sérieuses débuteront dès la première journée, prévue jeudi, avec la confrontation opposant les principaux favoris, le WO Boufarik au MC Alger (18h00), alors que le match d'ouverture mettra aux prises le NB Staouéli au CSC Gué de Constantine (16h00).

Les coéquipiers de Halim Kaouane enchaîneront vendredi (16h00) face au CSC Gué de Constantine avant de boucler le tournoi, samedi (18h00)

face au NB Staouéli. De son côté, le MC Alger, en quête de rachat après son élimination en demi-finale de la Coupe d'Algérie, jouera ses deux autres matchs contre le NB Staouéli, vendredi (18h00), et le CSC Gué de Constantine samedi (16h00). Le club sacré champion à l'issue du tournoi des As représentera l'Algérie à la 3^e édition de la Ligue africaine de basket-ball (BAL), alors que le vice-champion sera reversé en Championnat arabe des clubs. Pour rappel, les éditions 2020 et 2021 des compétitions masculines de basket-ball (Championnat et Coupe) avaient été annulées en raison de la pandémie de Coronavirus.

TF1

20.10 HPI



Série policière - France - 2021
Saison 2 - Episode 6/8
- S comme Italie
Avec Audrey Fleurot, Bruno Sanches, Marie Denarnaud
Le corps d'un jeune homme, qui a reçu un coup mortel à l'arrière du crâne, est découvert dans un quartier tranquille. Il porte sur son poignet droit le tampon d'une galerie d'art lilloise, qui a organisé la veille une soirée pour le lancement d'un nouveau produit. Sa directrice informe Karadec qu'il s'agit d'un pilote de ligne qui accompagnait une influenceuse, Vera Borgman.

2

20.10 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet
«Jamais sans mon arme !» : entre les chasseurs et les licenciés dans les clubs de tirs qui ne cessent d'augmenter depuis 10 ans, les armes circulent en France de manière tout à fait légale • «Prof : à l'école des armes» : face à la recrudescence des fusillades de masse dans les écoles, le Texas a autorisé en 2007 les enseignants à porter des armes à l'intérieur des salles de classe.

3 JEUDI

20.10 L'armée des ombres



Drame - France - Italie - 1969
Avec Lino Ventura, Paul Meurisse, Jean-Pierre Cassel, Paul Crauchet
A Paris, en octobre 1942. Philippe Gerbier, figure de la Résistance, s'évade lors son transfert au quartier général de la Gestapo et rejoint son réseau à Marseille. Avec ses compagnons d'armes Félix et Le Masque, il supprime celui qui l'a dénoncé. Quand Félix est arrêté à Lyon, Mathilde et Le Bison, qui appartiennent à la cellule parisienne, s'introduisent avec Le Masque dans le Q.G. allemand pour le libérer.

CINE +
PREMIER

19.50 Cartel



Thriller - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2013
Avec Michael Fassbender, Brad Pitt, Penélope Cruz, Cameron Diaz
Par appât du gain, un avocat, qui vient de se fiancer avec la belle Laura, veut goûter au trafic de drogue. Dans ce but, il fait affaire avec son ami Reiner, flamboyant et mari de l'énigmatique, redoutable Malkina.

6

20.10 The Queen



Biographie - Grande-Bretagne - Etats-Unis - France - Italie - 2006
Avec Helen Mirren, James Cromwell, Michael Sheen, Alex Jennings
La mort accidentelle de Lady Diana, en août 1997, plonge la population du Royaume-Uni dans le chagrin. Malgré l'émotion suscitée par ce drame, la reine Elisabeth II reste silencieuse et refuse qu'une cérémonie officielle soit organisée en l'honneur de la défunte.

RTL9

19.55 La nuit nous appartient



Film policier - Etats-Unis - 2007
Avec Joaquin Phoenix, Eva Mendes, Mark Wahlberg, Robert Duvall
Dans le New York des années 80, Bobby est patron d'un club appartenant à la mafia russe qui veut étendre son influence sur le monde de la nuit par le biais du trafic de drogue. Pour continuer son ascension, Bobby cache à sa famille ses liens avec la pègre. Seule sa petite amie Amada est au courant.

CANAL+

20.09 Super Pumped : La face cachée d'Uber



Série dramatique - Etats-Unis - 2022
Saison 1 - Episode 1/7
- Croître ou mourir
Avec Joseph Gordon-Levitt, Kyle Chandler, Kerry Bishe
En 2011, à San Francisco, Travis Kalanick est à la tête d'UberCab, une jeune entreprise de la Silicon Valley qu'il a créé avec Garrett Camp. Grâce à une application mobile, cette société propose des services de transport qui concurrencent les taxis. En compagnie de ses associés, il tente de trouver des partenaires pour développer son activité.

CINE +
FRISSON

19.50 Waiting for the Barbarians



Drame - Italie - Etats-Unis - 2019
Avec Mark Rylance, Johnny Depp, Robert Pattinson, Greta Scacchi
Dans une zone désertique, un magistrat est chargé de tenir le fort d'un empire colonial. L'homme, qui croit à une certaine forme de tempérance, tente de maintenir une atmosphère de paix dans la région, sans se montrer inutilement cruel avec les autochtones, vivant dans des conditions précaires.

TF1

20.10 Le grand concours des animateurs



Présenté par Alessandra Sublet
Après Carole Rousseau et Laurence Boccolini, Alessandra Sublet présente depuis l'an dernier ce divertissement qui fêtera ses 20 ans d'antenne en 2023. Ce soir, au cours de deux manches et une finale, de nombreuses personnalités du monde du sport, du journalisme, de l'humour et de la comédie doivent répondre à des questions de culture générale afin de remporter le trophée du vainqueur.

2

20.10 Candice Renoir



Série policière - France - 2021
Saison 10 - Episode 5/6
- On ne tue pas par amour
Avec Marie Vincent, Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Ali Marhyar
Alors que Candice et Antoine sortent d'une séance de cinéma, une voiture foncé soudain sur quatre jeunes femmes, membres d'une association pour les femmes battues, qui collent des affiches avec le slogan anti-féminicide : «Elle le quitte, il la tue». Une d'entre elles, percutée de plein fouet, est grièvement blessée.

3 VENDREDI

20.10 Les 60 ans du one-man-show



Humoristes d'hier et d'aujourd'hui se succèdent dans ce document qui évoque le one-man-show et son évolution depuis sa création. Le pionnier fut Fernand Raynaud, en 1959, suivi de Robert Lamoureux, Raymond Devos, Coluche... Du côté des femmes, Jacqueline Maillan et Sylvie Joly ont ouvert la voie et inspiré Florence Foresti, Anne Roumanoff et Muriel Robin. Puis, des émissions de télévision comme «Le Collaro show», «Le Petit Théâtre de Bouvard» et «La Classe»...

CINE +
PREMIER

19.50 Hunger Games



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2012
Avec Jennifer Lawrence, Josh Hutcherson, Liam Hemsworth
Dans un futur indéterminé, la nation de Panem est divisée en douze districts. Pour punir et soumettre le peuple, jadis en rébellion, le pouvoir en place organise tous les ans un jeu de survie, retransmis à la télévision. Tirés au sort, un garçon et une fille de chaque district y participent.

6

19.35 Ligue des Nations UEFA



- France / Danemark

L'équipe de France, tenante du titre, débute ce soir un véritable marathon international avec quatre matchs de la phase de poule de la Ligue des Nations en deux semaines. Les partenaires de Kylian Mbappé et Antoine Griezmann débutent la compétition par une rencontre difficile face à une solide équipe danoise au Stade de France. Les Bleus enchaîneront par un déplacement en Croatie, avant d'affronter l'Autriche puis de retrouver les Croates à Saint-Denis.

TFX

20.05 Men in Black III



Film de science-fiction - Etats-Unis - Emirats arabes unis - 2012
Avec Will Smith, Tommy Lee Jones, Josh Brolin, Emma Thompson
De nos jours, le redoutable extraterrestre Boris réussit à s'échapper de la prison lunaire où il était retenu. Il débarque sur Terre pour se venger de l'agent K, responsable de la perte de son bras dans les années 1960. Bientôt, K disparaît, comme s'il n'avait jamais existé.

CANAL+

20.09 House of Gucci



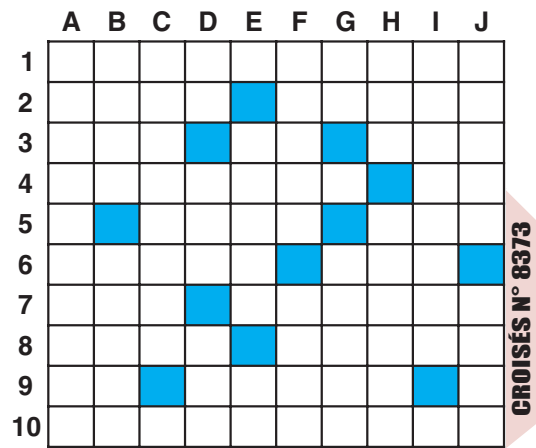
Drame - Etats-Unis - Canada - 2021
Avec Lady Gaga, Adam Driver, Al Pacino, Jeremy Irons, Jared Leto
En 1978, à Milan, Patrizia Reggiani travaille dans le bureau de son père, propriétaire d'une petite société de transport routier. Au cours d'une soirée, elle fait la connaissance de Maurizio Gucci, étudiant en droit mais surtout, futur détenteur à 50% de l'importante fortune de sa famille, spécialisée dans le luxe.

CINE +
FRISSON

19.50 La brigade des 800



Film de guerre - Chine - 2020
Avec Zhi-zhong Huang, Zhang Junyi, Hao Ou, Chun Du, Cheng Zhang
En juillet 1937, le Japon envahit la Chine du Nord, marquant le début la seconde guerre sino-japonaise. Quelques mois plus tard, la ville de Shanghai, largement bombardée, est à genoux. Et tandis que la plupart des troupes chinoises se sont repliées à l'Ouest, le 524e régiment de la 88e division occupe l'entrepôt Sihang, afin qu'il ne tombe pas aux mains de l'ennemi.



Horizontalement:

1. Portant agrément.
2. Ont leur conte. Manque de vie.
3. Tronc d'arbre. De prime abord. Trompe.
4. Plantages. A eu le pouvoir un moment !
5. Garde à vue. Sapé.
6. Atteintes. Basque.
7. Cours. Bien camées.
8. Scènes du temps passé. S'adonne aux jeux et ris avec des garticques !
9. Peu à peine. Concorde à merveille.
10. Bracelets à sept anneaux.

Verticalement:

- A. Affectations.
- B. Prise par crainte. Arrivée à point
- C. Elle a affaire à un rocher !
- D. A ras bord. Forme d'entreprise. Prit de la peine.
- E. Se servit. Montée dans le vent.
- F. Trait. Fruit
- G. Des portugaises à ne pas croire ! A pic.
- H. Trouble compulsif. Corniaud.
- I. Subits.
- J. Fort épris. Direction.

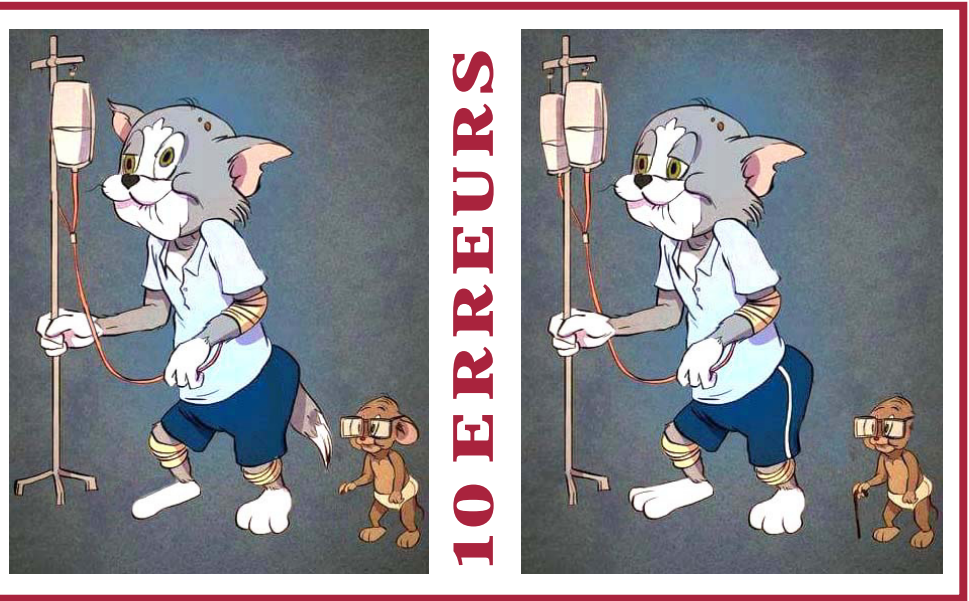
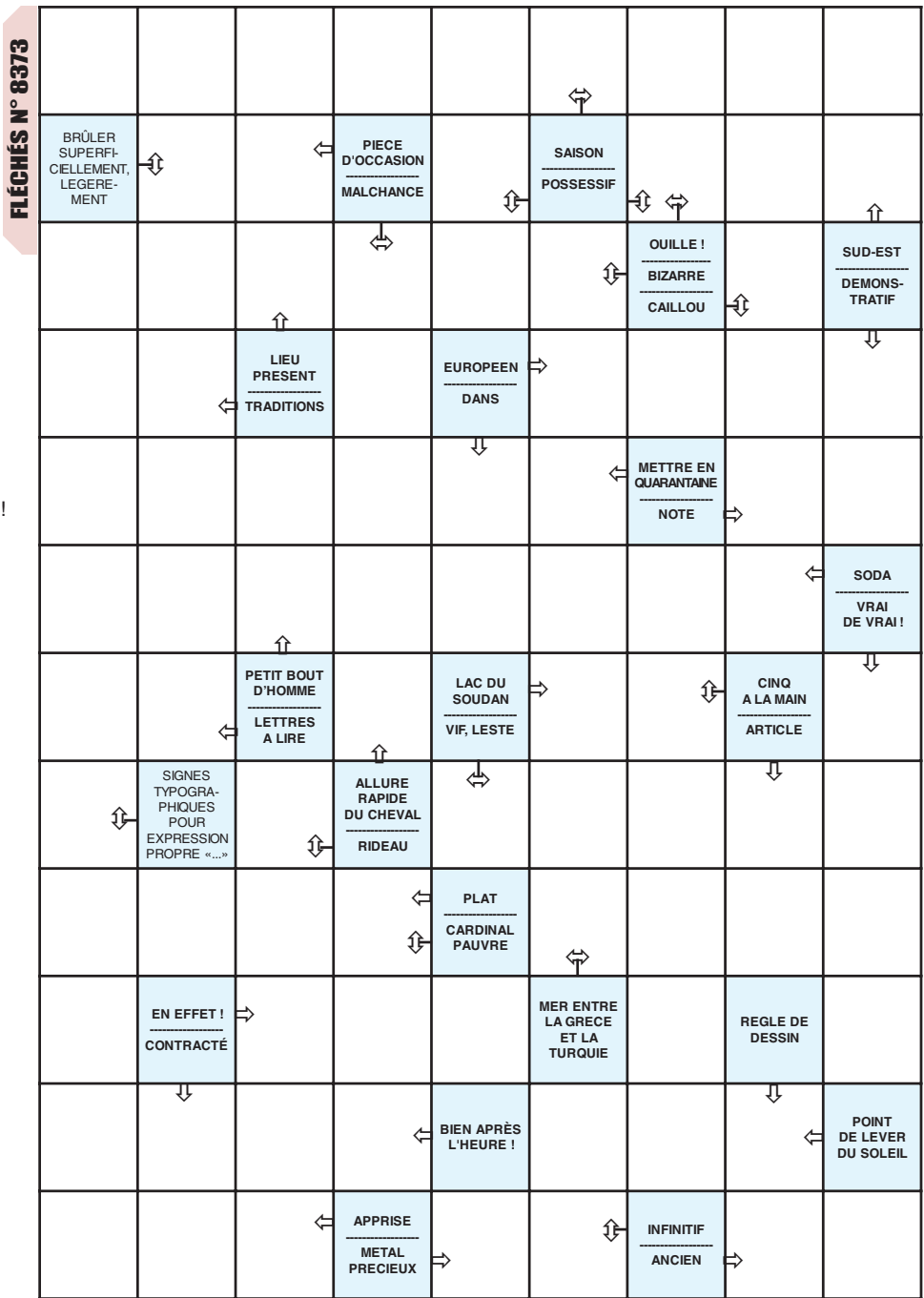
E	E	S	S	E	M	P	R	O	S	E	S	I	A	M
T	E	N	E	T	N	E	M	E	D	R	A	T	E	R
T	T	T	N	E	M	E	S	S	I	L	B	A	T	E
E	I	R	E	U	R	T	E	R	R	E	N	I	E	R
P	L	E	H	Q	I	T	E	I	T	D	U	E	S	E
O	E	N	C	R	N	X	N	O	R	R	S	A	M	N
L	D	I	I	A	I	G	N	E	F	O	R	R	C	N
A	I	P	T	M	L	I	A	R	R	A	O	O	E	O
S	F	U	S	O	E	S	U	O	B	R	U	G	L	L
R	E	L	O	I	E	E	S	A	U	C	A	I	A	L
E	R	R	P	S	C	O	N	E	H	N	V	R	L	I
P	G	U	I	N	I	D	L	E	R	R	M	A	A	U
A	O	T	A	R	E	U	T	U	E	E	H	T	T	G
R	E	H	E	U	O	T	O	R	I	O	P	S	E	I
B	C	E	X	C	E	T	N	E	M	E	S	U	M	A

AIGUILLONNER - AMUSEMENT - BETISE - BETON - BOUSE - CHANCE - COUCHETTE - COULEUR - DEUX - ENNUI - ESPOIR - ETABLISSEMENT - FIDELITE - FRUIT - HALL - LARME - LIVRER - MARQUE - MEANDRE - MESSE - METAL - MIXER - MOIS - OGRE - ORME - POSTICHE - RAIL - RAPER - RENTREE - RETARDEMENT - RING - ROSEE - SALOPETTE - SARABANDE - SOREE - STAR - TANTE - TERRE - TOURNAGE - TURLUPINER.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er nous font marcher.
- Mon 2e, c'est l'après-midi.
Mon tout est un récipient à égoutter.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
R	I	C										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
11	4	13	7	13	11	12	11	4	6			
3	7	1	12	2	4			5	9	11		
14	6		11		6	7	9		4			
7	6	6	1	7	2	6		3	6			
6	11	11		2	6		8	10	7			
11	4	6	7	12	11	1		6	3			
12	6		1	11		11	12	11	5			
11		14	7	1	12	11			14			
4	11	10			13	14	10	8	11			
6	5	1	4	11		14		11				
	6	11		8	2	11	14	14	11			
14		6	2	11	4	9		11	4			
11	9	6		4	3		7	1	6			
9	2	11	13	11	7	2	9		11			
11	9	9	11		9	2	11	4	9			

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS												
CROISÉS N°8372						FLECHES N°8372						
I	S	O	L	E	M	E	N	T		P	R	E
T	I	R	R	A	T	U	R	E		V	I	S
I	M	M	O	N	D	E	O	P		T	H	O
N	U	E	S	A	T	O	C	A		I	V	R
E	L	A	N	G	E	S	I			N	O	N
R	E	G	I	A	S	S	I			D	R	A
A	R	A	S	E	S	E	R	S		R	I	V
I	R	A	S	C	O	U	T	E		E	A	P
R	A	D	I	N	A	I	S	U		D	O	
E	P	E	L	E	R	E	U	R		I	S	T
										E	B	L
										I	P	A
										N	O	T
										E	V	E

SUDOKU N°1372												
2	1	7	8	6	5	3	9	4				
9	6	3	7	2	4	1	8	5				
8	4	5	9	3	1	7	2	6				
6	7	2	5	1	8	4	3	9				
4	8	1	3	9	2	5	6	7				
5	3	9	4	7	6	2	1	8				
7	9	8	1	4	3	6	5	2				
3	2	4	6	5	9	8	7	1				
1	5	6	2	8	7	9	4	3				

FOUILLIS N° 8372												
LEVER (Le - V)												
CODÉS N° 8372												
1	R	2	U	3	L	4	N	5	C	6	T	
7	I	8	O	9	A	10	P	11	D	12	H	
13	V	14	B	15	M	16	G	17	S	18	E	
19	20	21	22	23	24							
25	26											

		1	2									
6	9											
5		8				1		7	4			
	4			5					6			
9			7	2		8						
		6			3							
		3			5							
1	8	9	6		2							
		4	1	3			2					

Une ex-détenue palestinienne tuée par l'armée sioniste



Une ex-détenue palestinienne est tombée en martyre mercredi sous les balles des forces d'occupation sionistes à l'entrée du camp de réfugiés d'Al-Aroub, au nord d'El-Khalil, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa.

Des témoins, cités par Wafa, ont déclaré que les forces d'occupation avaient tiré sur Ghufan Warasna, âgée de 31 ans, à l'entrée du camp, la touchant d'une balle dans la poitrine. Des sources médicales du Croissant-Rouge palestinien ont, elles, déclaré que les forces d'occupation avaient empêché l'arrivée des ambulanciers qui n'ont pu atteindre la blessée qu'après environ 20 minutes.

Le Premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh a condamné "le crime horrible" perpétré contre l'ex-détenue Ghufan Warasna et a tenu l'occupant pleinement responsable de ses actes, exhortant la communauté internationale à activer les résolutions internationales. M. Shtayyeh a dénoncé "le terrorisme organisé" qui poursuit ses crimes contre les Palestiniens, en l'absence de sanctions dissuasives, soulignant que "le fait de ne pas poursuivre les auteurs signifie qu'un autre crime sera commis".

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Moscou dénonce un risque accru de confrontation russo-américaine



La livraison prochaine de nouvelles armes américaines à l'Ukraine, dont des lance-roquettes multiples, "renforce le risque" d'une confrontation militaire entre les Etats-Unis et la Russie, a mis en garde mercredi Moscou. "Toute livraison d'armes qui se poursuit, qui augmente, renforce le risque d'un tel développement", a déclaré le vice-ministre de la diplomatie russe Sergueï Riabkov à l'agence RIA Novosti, qui l'in-

terrogeait sur l'éventualité d'une confrontation armée entre Washington et Moscou après l'annonce de nouvelles livraisons d'armes à Kiev. Mardi, les Etats-Unis ont indiqué qu'ils allaient fournir à l'Ukraine des systèmes HIMARS (High Mobility Artillery Rocket System), c'est-à-dire des lance-roquettes multiples montés sur des blindés légers. Ces équipements ont une portée d'environ 80 km.

Il ne s'agit donc pas de sys-

tèmes à très longue portée, de plusieurs centaines de kilomètres, mais cela représente néanmoins un renforcement significatif des capacités ukrainiennes. M. Riabkov a raillé les Etats-Unis estimant qu'ils étaient déterminés à "mener la guerre jusqu'au dernier Ukrainien afin d'infliger, comme ils disent, une +défaite stratégique+ à la Russie". "Cela est sans précédent et dangereux", estime le diplomate.

Les Etats-Unis et Taïwan lancent des discussions commerciales



Les Etats-Unis et Taïwan ont lancé mercredi des discussions commerciales bilatérales, bravant Pékin qui considère l'île comme une de ses provinces et refuse qu'elle entame toute relation officielle avec des pays étrangers. Cette annonce intervient au surlendemain de l'incursion de 30 avions de chinois dans la zone aérienne de défense de Taïwan qui vit sous la menace constante d'une invasion de la Chine. Pékin considère ce territoire comme le sien et a promis de le récupérer, par la force si nécessaire. Le lancement de discussions commerciales avec Washington pourrait ainsi susciter une vive réaction du gouvernement chinois.

La représentante adjointe au commerce des Etats-Unis, Sarah Bianchi, et le ministre de Taïwan, John Deng se sont rencontrés "virtuellement" et ont lancé "l'Initiative Etats-Unis-Taïwan sur le commerce du XXIe siècle, avec l'objectif de développer des moyens concrets d'approfondir" les relations économiques et commerciales, selon un communiqué de l'ambassadrice américaine au Commerce (USTR).

Erdogan renouvelle ses menaces d'opération militaire en Syrie



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a renouvelé mercredi devant le Parlement la menace d'opération militaire contre deux localités du Nord de la Syrie, visant les combattants kurdes qu'il qualifie de terroristes. "Nous passons à une nouvelle étape dans l'instauration d'une zone de sécurité de 30 km le long de notre frontière Sud. Nous allons nettoyer Tell Rifaat et Manbij", à l'ouest de l'Euphrate, a-t-il indiqué.

Le chef de l'Etat a promis de procéder "étape par étape dans d'autres régions". M. Erdogan menace depuis une semaine de lancer une opération contre les combattants kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme mouvement terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux. Il vise aussi les Unités de protection du Peuple (YPG), alliées au PKK mais qui furent soutenues par les Etats-Unis et la coalition occidentale. Ce week-end, M. Erdogan a prévenu que la Turquie "n'attendra pas la permission" des Etats-Unis pour lancer une nouvelle offensive en Syrie.

Gazprom arrête les livraisons de gaz à plusieurs clients européens



Le géant gazier russe Gazprom a annoncé mardi l'interruption à partir de mercredi des livraisons de gaz à plusieurs clients européens - dont la liste s'allonge - ayant refusé de payer en roubles, litige né de l'offensive militaire russe contre l'Ukraine.

En réplique aux sanctions imposées par l'Union européenne à la suite de l'offensive russe en Ukraine, le président russe Vladimir Poutine a réclamé que les acheteurs de gaz russe de pays "inamicaux" payent en roubles depuis des comptes en Russie sous peine

d'être privés d'approvisionnement, en dépit de contrats prévoyant des paiements en euros ou en dollars.

Gazprom a annoncé mardi matin avoir "cessé totalement ses livraisons de gaz à la société GasTerra B.V. (Pays-Bas) du fait du non-paiement en roubles". Dans la soirée, Gazprom a ajouté que les livraisons à Ørsted et Shell Energy Export seraient interrompues dès mercredi pour la même raison. La Russie avait déjà coupé le gaz pour la même raison à la Finlande, à la Bulgarie et à la Pologne.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DES ALLERS SANS RETOURS

universitaire en occultant la nécessité et le besoin pressant du savoir-faire professionnel des jeunes Algériens de ce qu'on appelle faussement les petits métiers. Il avoue d'ailleurs qu'il fait de la formation professionnelle une passion.

Dans le cadre de la coopération franco-algérienne, le sujet mérite en effet d'être défriché. La majorité de la jeunesse n'est pas du tout en phase de s'embarquer dans les hautes sphères des hautes écoles et des grandes universités. Sa préoccupation essentielle est beaucoup plus terre à terre et se limite à la recherche de l'apprentissage d'un métier lui permettant

de se frayer un chemin dans la vie.

La glorieuse des études de niveau élevé d'antan est sans doute dépassée et l'on constate chaque jour que les grands diplômés ne sont pas toujours des armes pour la survie.

A l'évidence, la formation supérieure n'est pas à dédaigner et constitue un label parfois efficace pour la promotion sociale de l'individu. Mais pour un pays en développement, elle n'est qu'un complément presque secondaire pour parachever et approfondir les connaissances et le savoir-faire d'un pays quand il en dispose préalablement déjà. Sinon, inverser les priorités pour l'Algérie équivaudrait à favoriser ses jeunes et moins jeunes à des voyages avec des allers sans retours.

Karim Amellal, ambassadeur français et délégué interministériel à la Méditerranée a le verbe juste et perspicace. Au cours d'un entretien tenu au sein de notre journal dans une visite qu'il nous a rendue hier matin, il a étalé une verve remarquable et une justesse de ses analyses à propos des relations algéro-françaises. Il a insisté sur le travail du temps et pour une fois, le haut responsable français s'est démarqué des visions rigides coutumières arrêtées par ses confrères jusqu'ici notamment celles relatives à la formation de la jeunesse algérienne.

A travers ses commentaires, on décèle en effet qu'il se démarque de la compréhension retenue sur la formation dont on ne gardait, à tort, que son cadre